



Stratégie de la Grève du Climat Suisse

Relier les luttes pour une transformation éco-sociale et inclusive

Version française

Contexte

La stratégie présentée dans ce document a été adoptée lors du meeting national du weekend du 5 et 6 septembre 2020.

Cependant, en raison de plusieurs problèmes survenus pendant et après la réunion - dont l'énumération et l'explication ne font pas l'objet d'un consensus au sein de la Grève du Climat -, l'implémentation de cette stratégie a été difficile, a suscité de nombreuses tensions et a pris beaucoup de temps et d'énergie à certaines personnes.

En raison de cette situation difficile, la finalisation et traduction de la stratégie a beaucoup tardé, et sa diffusion à l'ensemble du mouvement n'a donc malheureusement pas eu lieu avant avril 2022.

Le processus qui a eu lieu est le suivant.

Juste après le meeting national, l'idée était de prendre une semaine pour relire la stratégie, en éliminer les redondances, y ajouter l'écriture inclusive, comprendre les remarques faites lors du meeting national... et des propositions d'ajouts de quelques paragraphes ont également été faites par la petite équipe chargée de ce travail de relecture. Mais ce travail a finalement pris beaucoup plus de temps que prévu.

Après cette étape, des appels d'amendements ont été organisés pour tâcher d'intégrer des potentiels amendements des personnes très en désaccord avec la stratégie. En effet, ce processus d'amendements aurait dû avoir lieu durant la dernière partie du meeting national et ça n'avait pas été le cas en raison des circonstances très compliquées de cette fin de meeting. Mais ces appels n'ont finalement pas porté leurs fruits, car personne n'y a participé.

Ainsi, avec le temps qui passait, le manque de participation dans le processus, et parallèlement la contestation de la légitimité de la stratégie, continuer à finaliser cette dernière était, pour le groupe toujours plus réduit de personnes qui s'investissaient dans ce travail, une tâche toujours moins motivante et qui faisait de moins en moins sens.

Au début de 2021, plusieurs personnes encore investies, lassées de ce travail long et qui semblait toujours moins utile, voulaient y renoncer. Mais dans le même temps, une personne qui avait enfin du temps pour s'investir dans la finalisation de la stratégie a souhaité terminer le processus et, constatant que sur le GT dédié, plusieurs personnes souhaitaient voir le processus aboutir mais personne ne voulait ou n'avait le temps de s'y investir, elle a proposé de simplement traduire la stratégie telle qu'elle était à ce moment là, à savoir avec quelques

paragraphes supprimés pour cause de redondance, quelques éléments plus vraiment à jour, et les paragraphes ajoutés certaines personnes de l'équipe qui avait procédé à la relecture. C'est seulement en janvier 2022 que, aidée par deux autres personnes pour la traduction, elle a enfin terminé ce processus, et a décidé de laisser visibles dans le document les changements apportés à la stratégie après le meeting national:

- en rouge: mention de la suppression de parties (pour cause de redondance)
- en bleu: éléments plus à jour (par exemple, le projet "Green New Deal" est devenu le projet "System Change", mené par un groupe national et pas exactement de la manière prévue dans la stratégie)
- en jaune: parties ajoutées par certaines personnes.

L'idée est d'assumer le fait que le processus de finalisation de la stratégie n'a jamais pu être terminé, et ceci sans annuler les changements proposés ni les rendre invisibles.

Le présent document est ainsi finalement finalisé et partagé aux membres du mouvement en avril 2022, une année et demie après la tenue du meeting national.

Préambule

Ce document est divisé de la façon suivante :

- Un résumé du document (objectifs, analyse, actions, calendrier)
- Une table des matières détaillée (p.11)
- Une introduction
- Nos objectifs (de façon globale)
- Une analyse de ce qui devrait être fait en Suisse pour atteindre ces objectifs
- Le rôle de la Grève du Climat en Suisse (ce que l'on doit et peut faire)
- Un calendrier complet
- Des propositions sur la structure et l'identité de la Grève du Climat

Pour faciliter la lecture, nous avons mis en début de document un résumé de notre proposition, en particulier de la partie "le rôle de la Grève du Climat" (ce que l'on doit faire). Il est important de comprendre que ces propositions découlent de notre analyse et qu'une lecture complète reste nécessaire pour en comprendre toutes les subtilités.

Nous sommes conscientEs que ce document est très long, et le regrettons. Nous avons malheureusement manqué de temps pour le synthétiser davantage. Mais à défaut d'avoir pu le faire, nous espérons au moins que sa densité vous permettra de mieux comprendre notre position.

Résumé

Résumé de nos objectifs

Nous pensons que les objectifs de la Grève du Climat, ainsi que du reste des mouvements écologistes et sociaux en Suisse devraient être:

- Faire face à la crise climatique et de la biodiversité
 - Avec des objectifs clairs et forts : Net 0 à 2030. Il est impératif de tenir un budget carbone strict pour espérer pouvoir tenir 1.5°C de réchauffement à la fin du siècle. Les autres limites planétaires doivent également être respectées.
 - En changeant complètement de paradigme, en particulier sur le plan économique. Le mythe de la croissance matérielle infinie ne peut plus être le vecteur de la société occidentale.
 - En créant des réseaux de résilience, de coopération et de solidarité, que ce soit sur le plan local ou international.

- Créer un monde solidaire, juste et égalitaire
 - En suivant les principes de justice climatique. Ce n'est pas aux pays du Sud Global, historiquement colonisés et exploités jusqu'à aujourd'hui, de payer financièrement et matériellement pour les pays du Nord.
 - En construisant un monde où aucun être vivant n'est inférieur à unEx autre. Que ce soit au niveau humain entre les identités de genre, les origines, les religions, les orientations sexuelles, les handicaps ou les classes, mais également entre les espèces. ChacunEx doit pouvoir avoir accès à ce dont iel a besoin pour développer ses pleines capacités.
 - En abolissant tous les systèmes d'oppression et de domination : l'impérialisme, le néocolonialisme, le patriarcat, l'hétéronormativité ou encore la suprématie blanche.

Résumé de notre analyse

Notre analyse peut être résumée en ces points synthétiques :

- Nous entrons actuellement dans une phase de crise aiguë du capitalisme en traversant une dépression économique sans précédent. Dans une telle situation, les grandes entreprises et les ultra-riches (ne pensent qu'à eux) ont pour seul objectif de sécuriser et, surtout, augmenter leurs profits aux dépens des conditions de vie et

survie des personnes ; avec un impact différencié sur les personnes les plus marginalisées ou précarisées partout sur la planète. Ceux-là ne nous sauveront pas, et risquent même, de renforcer leurs alliances à des mouvements et gouvernements ouvertement autoritaires qui pourraient donner lieu à des réponses écofascistes aux désastres écologiques, comme c'est déjà le cas dans de nombreux pays.

- En Suisse (et c'est exceptionnel!) et partout dans le monde, les luttes sociales reprennent du terrain. Les différentes composantes du mouvement écologiste (dont la Grève du Climat), les autres mouvements sociaux (Grève féministe, mouvements anti-racistes, mobilisations étudiantes...) et syndical partagent des intérêts et des opposantExs/ennemiExs communExs. La convergence des luttes mise en route ces dernières années est donc nécessaire.
- Les institutions et la démocratie suisse sont sujettes à des mythes fondateurs et stabilisateurs (piliers du pouvoir): la "démocratie" n'est pas aussi présente qu'on le pense dans la vie quotidienne et locale des habitantExs de la Suisse; la neutralité suisse est un leurre, cachant ses responsabilités impérialistes historiques et actuelles; la paix du travail est problématique puisqu'elle a pour but de maintenir les travailleurEUSEXs et les syndicats dans une collaboration improductive avec les classes dirigeantes; la souveraineté et l'autonomie de la Suisse ne sont pas celles que l'on croit...
- La place financière suisse et les sociétés transnationales domiciliées ici, qui profitent des souplesses fiscales et juridiques locales et internationales, constituent certains des piliers du système capitaliste international (dont dépend la stabilité de toute l'économie mondialisée.)
- C'est pour ça que nous déterminons qu'un changement de système est nécessaire. Ce changement nécessite une mobilisation populaire de masse.

Pour mener à bien ce changement de système, voici les points qui nous semblent les plus importants pour les mouvements sociaux en Suisse ces prochaines années :

- Des points de basculement peuvent et doivent être déclenchés pour favoriser une transformation immédiate et systémique. Une prise de conscience généralisée quant à la nécessité et à la possibilité d'un changement de système peut s'opérer lorsque la population se rend compte que nos systèmes ne répondent pas à des règles linéaires et qu'en se confrontant à la place financière locale leurs actions auront un impact global.

- Favoriser et organiser un mouvement de masse est fondamental. Il sera le moteur du changement. Celui-ci permettra notamment :
 - aux groupes sociaux à l'avant-garde des luttes écologiques et sociales d'entraîner l'ensemble des salariéEs avec elleux dans la reconstruction d'un autre monde.
 - de recourir astucieusement et modérément à des outils institutionnels (notamment ceux de la démocratie directe) pour faire évoluer positivement le rapport de force.
 - de s'orienter également vers une désobéissance civile de masse et, de ce fait, favoriser une atmosphère de changement/soulèvement qui permettra de provoquer des grèves économiques, voire même une grève générale fondamentale pour la construction d'un rapport de force permettant une transformation en profondeur de la société.
 - de décoloniser la lutte climatique en lui faisant adopter une vision holistique, inclusive et positive du changement ainsi qu'en coopérant activement avec ceux qui sont les plus affectéEs par les causes et conséquences de la crise climatique.
 - de développer et se fédérer autour d'un programme de transition qui, lui seul, est capable de faire le pont entre la société d'aujourd'hui et celle que nous avons pour objectif de construire (les conditions objectives d'aujourd'hui et les désirs subjectifs de ceux qui veulent croire que d'autres alternatives sont possibles.)
 - de faire le lien entre toutes les structures alternatives qui se développent à différentes échelles et qui, ensemble, seront le terreau de la résistance. (de permettre la prise de conscience que seule une rupture complète avec le système – en traversant une situation de dualité du pouvoir – permettra de sortir de ce "capitalisme du désastre".)

De nouveau, il est impératif de lire le reste du document pour comprendre ces points de façon approfondie.

Résumé des actions à mener par la Grève du Climat

La Grève du Climat a un rôle important et décisif dans la transformation de toute notre société. Avec d'autres mouvements, nous devons participer à un changement profond – en tant que sujet actif. (Nous nous considérons comme le moteur nécessaire pour ce qui doit être fait.) Nous reconnaissons que le système économique et social capitaliste tel que nous le connaissons aujourd'hui doit être surmonté si nous voulons atteindre nos objectifs. Toutes

nos activités devraient suivre une stratégie holistique et compréhensible, suivre les mêmes valeurs et principes, être radicales et justes à tout moment et surtout contribuer à la création d'un monde juste et égalitaire (différent). Un autre monde est possible - c'est ce que notre militantisme et notre mouvement nous montrent ! Il est important de noter que ce n'est que si nous sommes actifIVExs à différents niveaux qu'un changement social aussi fondamental et radical dans la façon dont nous vivons sur cette planète peut être possible. Nous ne pouvons pas nous concentrer sur un seul projet. Ce qui est nécessaire, c'est la combinaison, la simultanéité, la décentralisation ainsi que la complémentarité et la diversité des activités. Concrètement, cela signifie que nous travaillons à surmonter ce système destructeur, les structures d'exploitation. Ces actions comprennent par exemple par la Grève pour l'Avenir, la désobéissance de masse face à la place financière, le lien actif et solidaire avec les mouvements pour l'agroécologie et les droits des paysanExs, les formations pour mieux comprendre et déconstruire l'architecture de l'impunité dont jouissent transnationales ou encore les assemblées populaires des quartiers... Parallèlement, nous devons construire un nouveau monde, créer des structures alternatives, promouvoir des modalités d'échanges répondant aux besoins de chacunEx, basées sur la solidarité et la valorisation des compétences et du temps de touxtes. La qualité des relations interpersonnelles et le care/selfcare doivent faire partie intégrante de nos stratégies car ce n'est qu'ainsi que nous aurons la force de nous battre ensemble et d'avoir la créativité nécessaire pour rejoindre nos objectifs.

La stratégie de la Grève du Climat est basée sur les projets suivants :

- **La Grève pour l'Avenir (Strike for Future)**
 - Avec la Grève pour l'Avenir, nous poursuivons l'objectif d'étendre notre lutte à d'autres couches de la société. La population active doit être au centre de nos efforts. Dans le cadre de la Grève pour l'Avenir, nous nous rapprochons d'autres mouvements et collaborons avec eux. Des collectifs de grève régionaux doivent être créés et soutenus et, au sein de ceux-ci, les militantExs qui les composent s'auto-organisent. Notre horizon doit être celui des grèves économiques et de la grève générale.

- **Le programme de transition (Green New Deal)**
 - Afin d'apporter une réponse au système défaillant, aux politiques institutionnelles et donc aux différentes crises, nous sommes convaincuExs qu'un programme de transition est nécessaire, un Green New Deal. Il faut préciser ici qu'il s'agit d'un programme de transition basé sur des valeurs sociales et clairement orienté vers la décroissance, la démocratisation totale et une planification écologique auto-gestionnaire en rupture avec le système

capitaliste. Il est donc nécessaire qu'en tant que Grève du Climat, nous développons un Green New Deal radical - non pas seul, mais dans un processus participatif incluant d'autres acteurRICExs fondamentauxALExs, tels que les mouvements sociaux, les producteurICExs d'aliments et le monde syndical. Le Green New Deal devrait montrer une vision d'un monde social, écologique et juste, leur permettant de développer leurs pouvoirs et les dynamiques nécessaires pour rendre possible une transformation immédiate et éco-sociale de nos sociétés.

- **Le développement des structures alternatives**

- La mise en place de structures alternatives est essentielle. Par structures alternatives, nous entendons d'une part, des projets très concrets tels que des assemblées populaires, des réseaux d'approvisionnement, des formes alternatives de logement et des outils coopératifs développés afin de répondre aux besoins de chacunEx. Il s'agit de savoir comment nous pouvons organiser nos vies de manière indépendante et autonome, hors des contraintes capitalistes et régaliennes. Il est important de noter que les projets peuvent être locaux et de petites tailles ou plus importants et de plus grande portée. Chacune de ces structures alternatives doit être politique et viser à remettre en cause et à remplacer les réalités existantes. Ces structures alternatives renforcent notre capacité à résister ainsi que celle de nos mouvements. L'objectif est de construire une dualité de pouvoir basée sur la co-détermination et l'indépendance permettant de défier concrètement le système en place. Ces structures alternatives doivent être en mesure de fournir des moyens de subsistance concrets et durables.

- **La transformation de la place financière**

- Il existe un large consensus sur l'énorme responsabilité que porte la place financière suisse dans les crises de notre époque. La volonté d'agir existe au sein de notre mouvement et bien au-delà. C'est pourquoi nous voulons mener un projet transformateur contre la place financière dans le cadre d'une large alliance (rassemblant un grand nombre d'acteurRICExs différentExs derrière un "front commun") avec trois formes d'action : la désobéissance civile de masse, l'initiative populaire ainsi que le développement et la mise en réseau d'alternatives. Par ces différentes modalités d'action, nous permettons à nombreuses personnes et acteurRICExs de participer à la mise au pas de la place financière suisse et **de répondre ainsi à des exigences éco-sociales.**

- **Le référendum sur la loi sur le CO2**

- o La loi actuelle sur le CO2 n'est pas acceptable sous cette forme. C'est historiquement l'instrument le plus important de la politique climatique de la Suisse et dans sa version actuelle, il est inutilisable. Nous estimons donc qu'il faut prendre activement position contre cette loi **insuffisante mettant en péril nos objectifs**. Notre contre-position par un référendum pourrait créer une sorte de choc, qui créerait une dynamique collective et l'instabilité nécessaire dont nous avons besoin pour entamer la transformation souhaitée.

Suppression du paragraphe sur la campagne internationale contre l'industrie aéronautique

Résumé du calendrier

De façon chronologique et non-exhaustive, les dates essentielles sont les suivantes :

- **De manière pérenne et continue :**
 - o Création de structures alternatives locales
 - o Convergences avec nos différents alliés
- **Jusqu'à fin 2020 :**
 - o 13 Septembre - Réunion nationale Grève pour l'Avenir
 - o 20-25 Septembre - Debout pour le Changement/Rise up for Change
 - o 26-27 Septembre - Lancement comité référendaire loi CO2
 - o Octobre - Appel : coalition contre la place financière
 - o Mi-octobre - Journée nationale pour la constitution de comités cantonaux GpA/St4F
 - o Novembre - Troisième réunion nationale GpA/St4F
 - o Décembre - **Quatrième** réunion nationale GpA/St4F
- **Début 2021 :**
 - o Janvier – **Cinquième** réunion nationale GpA/St4F
 - o Janvier - Deuxième date anniversaire
 - o **17 Janvier - Journée nationale pour Assemblées populaires**
 - o Janvier - Premières actions place financière
 - o Février - Semaine d'action
 - o "Février - Mobilisation nationale/date "tremplin" de la Grève pour l'Avenir"
 - o 27 Février - Manger c'est politique / Agriculture du Futur
 - o Fin Mars - 9ème réunion nationale
 - o "**Avril** - Début de campagne "Green New Deal"
 - o 21 Mai 2021 - GpA / St4F
- **Après Mai 2021 :**
 - o 14 Juin - Convergence Grève féministe

- **Septembre - Annonce et mobilisation initiative AVS**
- Rentrée Septembre 2021 - Grande réunion Grève pour l'Avenir / Strike for Future

Table des matières

Contexte	1
Préambule	2
Résumé	3
Résumé de nos objectifs	3
Résumé de notre analyse	4
Résumé des actions à mener par la Grève du Climat	6
<i>Résumé du calendrier</i>	8
Table des matières	9
1. Introduction	12
2. Objectifs – vision globale	13
Des désastres sociaux et écologiques au cataclysme	14
<i>Les limites planétaires</i>	14
<i>Biodiversité</i>	14
<i>Climat</i>	15
<i>Accords de Paris</i>	16
<i>Net 0 d'ici à 2030 et budget carbone</i>	17
<i>Justice climatique</i>	17
<i>Écologie sociale et démocratique</i>	18
3. Analyse – Suisse 2020	22
Ce qui existe	22
<i>État des lieux des mouvements sociaux</i>	22
<i>Mouvement écologiste</i>	22
<i>Mouvement syndical</i>	25
<i>Autres luttes et mouvements sociaux</i>	26
<i>Les piliers du pouvoir</i>	27
<i>Les mythes de la Suisse et de ses institutions</i>	28
<i>Le mythe de la démocratie</i>	28
<i>Le mythe de la neutralité</i>	28
<i>Le mythe de la paix du travail</i>	29
<i>Mythe de l'autonomie et souveraineté</i>	29
<i>Entreprises</i>	29
<i>La place financière</i>	30
<i>Les transnationales</i>	30
<i>Internet</i>	31
Capitalisme et conscience de classe	31
<i>De la crise à la dépression économique ?</i>	32

<i>Les milliardaires ne nous sauveront pas !</i>	32
<i>La possibilité écofasciste</i>	33
4. Un changement de système est nécessaire – Ce qui doit être fait	35
<i>Points de basculement</i>	36
<i>Une vision (non) linéaire</i>	36
<i>La place financière</i>	36
Mouvement de masse	37
<i>Qui doit agir et pourquoi ?</i>	37
<i>Escalade</i>	38
<i>Les outils institutionnels : pourquoi devons-nous les utiliser minutieusement ?</i>	40
La question de la violence	41
<i>Au-delà de la violence et de la non-violence : vers l'action directe libérée!</i>	42
<i>Désobéissance de masse</i>	43
<i>Des organisations de masse</i>	44
<i>Pas seulement la "désobéissance civile"</i>	44
<i>Grèves générales</i>	45
<i>Sans les travailleurEUSExs, toute production s'arrête !</i>	45
<i>La Grève générale de 1936 en France</i>	46
<i>Convergences et divergences</i>	47
<i>Qui sont nos alliéExs ?</i>	48
<i>Transversalité</i>	49
Programme de transition	51
<i>Des revendications transitoires</i>	51
<i>Outil de la transition/rupture</i>	51
<i>Des ponts entre les mouvements et le monde de demain</i>	52
<i>Décentralisation</i>	52
<i>Diversité d'actions</i>	52
<i>Diversité d'échelle</i>	52
<i>Démocratisation totale</i>	52
<i>Fédéralisme</i>	53
<i>Une alternative</i>	53
<i>Comment développer cette alternative ?</i>	53
<i>Agriculture</i>	54
<i>Des campagnes internationales</i>	54
Crises politiques : instabilité et dynamique de pouvoir	55
<i>Point(s) de rupture</i>	56
<i>Dualité du pouvoir (ou lorsque le pouvoir craint le changement)</i>	56
5. Ce que nous devons faire	58
Actions	58
Projets	58
<i>De la Grève pour l'Avenir à la Grève générale</i>	58

<i>Climate Action Plan et/ou Green New Deal ?</i>	60
<i>Construction de structures alternatives</i>	63
<i>Désobéissance et transformation du secteur financier</i>	64
<i>Référendum de la loi sur le CO2</i>	68
Calendrier	73
6. Structure	75
<i>Pour une organisation décentralisée, fédéraliste et pluraliste</i>	75
<i>Niveau national</i>	75
<i>Réunions nationales</i>	75
<i>Niveau régional</i>	75
<i>Niveau cantonal</i>	76
<i>Groupes et/ou espaces non-mixtes</i>	76
<i>Groupes locaux</i>	76
<i>Lieux de formation</i>	76
<i>Lieux de travail</i>	76
<i>Structures alternatives</i>	77
<i>Programmes de formation interne</i>	77
<i>Principes et valeurs</i>	77
<i>Déclaration commune</i>	78
<i>Valeurs fondamentales</i>	78
<i>Principes et valeurs internes</i>	78
<i>Culture interne</i>	78
7. Revendications	79
<i>1. Urgences écologiques et points de basculement</i>	79
<i>2. Limites planétaires, budget carbone et 1.5°C</i>	79
<i>3. Assurer l'équité et la justice climatique</i>	79
<i>4. Changeons le système, pas le climat !</i>	79
<i>5. Green New Deal</i>	80

1. Introduction

Selon nous, “la stratégie est un projet politique conscient global, un projet réformateur/transformateur/révolutionnaire, reposant sur une hypothèse stratégique, c’est-à-dire sur l’intime conviction que telle méthode mènera aux changements espérés. La stratégie ne peut être réduite à une seule tactique, elle est l’ensemble des tactiques orientées vers un même but”. De la même manière, “ la tactique¹ est plus ponctuelle : face à une situation donnée, à une actualité donnée, c’est le système de mesures et de moyens pris en ayant en tête la stratégie globale dont on s’est dotée. Les tactiques sont le quotidien de la politique, alors que la stratégie est la vue d’ensemble de la politique²”

Contexte de la réunion nationale

Cette septième réunion nationale de la Grève du Climat intervient à un moment de crise systémique. La pandémie du Covid-19 est venue bouleverser nos vies, entraînant des réactions politiques sans précédent. La Grève du Climat n’a pas réussi à s’insérer dans le *momentum* s’ouvrant avec le début de cette pandémie. Malgré une grande énergie déployée, la faiblesse de nos structures, notre manque de vision commune et, surtout, l’absence d’une stratégie à court et long terme nous ont empêché d’agir collectivement et efficacement. Nous sommes, nous aussi, en crise.

Suppression du paragraphe contexte de la proposition

¹ Ces deux derniers termes (stratégie et tactique) sont issus du vocabulaire militaire et sont souvent – malheureusement – utilisés comme synonymes dans le langage courant.

² Nous tirons ces définitions de l’ouvrage d’une militante féministe française : Aurore Koechlin, La révolution féministe, Éditions Amsterdam, Paris, 2019, p. 113-159.

2. Objectifs – vision globale

Nous faisons un constat simple : nous allons droit dans le mur. Le système actuel nous promet certes la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB), mais également de nombreuses pertes en termes de droits humains et environnementaux tels que : l'accaparement des terres et des eaux générant la destruction de la biodiversité, une disparition massive de l'agriculture ou de la pisciculture de subsistance, des déplacements internes et externes de communautés et d'individuEs, et bien sûr une extinction de masse. La précarité croissante des emplois dans le monde sont une autre conséquence du système en place et les personnes marginaliséEs comme les femmes, les personnes LGBTIQ+ et les personnes raciséEs sont le plus durement affectéEs. Les écocides en cours menacent directement de nombreuses sociétés (autochtones, communautés rurales, peuples vivant en isolement volontaire...) et dans de nombreux endroits du monde la survie des êtres humainEs qui, en plus de subir des migrations forcées sont victimes de la violence financée par les multinationales et les états pour défendre leurs intérêts financiers. Par ailleurs, les communautés côtières sont également en danger immédiat en raison de la montée des océans et de l'érosion. De plus, le réchauffement des eaux et l'industrie du tourisme menacent de plein fouet les communautés de pêcheurEUSEs. Les communautés rurales et autochtones partout dans le monde sont seules à détenir les savoirs ancestraux nécessaires à atténuer les conséquences du changement climatique sur la biodiversité. Leurs pertes de droits et d'espaces de vie menacent directement l'équilibre environnemental de la planète et, à long terme, la survie de l'espèce humaine.

Suppression d'un paragraphe

La Grève du Climat Suisse reconnaît que, bien que les membres du mouvement ne soient pas issuEs du même milieu socio-économique, ceux-ci restent en majorité privilégiéEs et des efforts doivent être entrepris pour déconstruire certaines prises de position et ouvrir des espaces de parole pour des personnes plus directement affectées. Par ailleurs, s'il est clair que certains des comportements individuels doivent changer, l'impact des choix individuels (notamment les pratiques de consommation) reste dérisoire face aux facteurs systémiques (décisions politiques, rôle de la finance, etc.). Ces constats doivent guider le mouvement dans l'établissement de ses revendications et ses actions. Si l'objectif principal de la Grève du Climat est bien de préserver l'environnement et le vivant (l'espèce humaine incluse), il s'agit d'identifier les causes structurelles à l'origine du désastre, et non de blâmer l'humanité, comme si elle était uniformément responsable. Il ne s'agit donc pas tant de "sauver le monde", mais plutôt de choisir quel monde nous voulons construire et quel monde nous souhaitons détruire.

Des désastres **sociaux et** écologiques au cataclysme

Les limites planétaires

Afin de pouvoir évaluer et quantifier l'impact des sociétés humaines sur les équilibres fondamentaux de la planète, une équipe internationale de scientifiques a mis au point le concept de limites planétaires³. Ces chercheurs ont identifié dix limites à ne pas dépasser, sous peine de déstabiliser gravement et durablement l'écosystème planétaire.

Parmi ces dix limites, trois semblent déjà être franchies ou sont sur le point de l'être (climat, biodiversité, cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore).

Biodiversité

Les enjeux mondiaux actuels concernent aussi bien le climat que l'effondrement de la biodiversité. La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) vient d'ailleurs de tirer la sonnette d'alarme⁴.

Aujourd'hui, 75 % des surfaces continentales, 40 % des environnements marins et 50 % des cours d'eau sont sévèrement altérés par les activités humaines. La biodiversité décline à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine : le taux d'extinction d'espèces est 10 à 100 fois supérieur aujourd'hui relativement aux dix derniers millions d'années. Cela pourrait bien représenter le début de la sixième extinction de masse⁵. Un million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction. Chaque extinction est irréversible. En Suisse, 51% des espèces sont directement ou potentiellement menacées. Les pressions sur la biodiversité sont principalement dues à la destruction d'habitats et à la pollution liée à l'agriculture (pesticides, herbicides, fertilisants, etc.) ainsi qu'à la surexploitation des sols. Cette extermination de la biodiversité est extrêmement alarmante, si l'on considère innombrables services écosystémiques irremplaçables et essentiels rendus aux activités humaines (contributions sanitaires, alimentaires, culturelles, etc.).

Climat

Depuis le milieu du XIX^e siècle, la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre n'a cessé de croître à un rythme exponentiel. La concentration du principal gaz à effet de serre,

³ W. Steffen et al., Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet, Science 347, (2015), DOI: 10.1126/science.1259855.

⁴ Communiqué de presse disponible sous : <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>

⁵ Une extinction de masse se produit lorsque plus de 75% des espèces présentes sur Terre disparaissent dans un laps de temps relativement court à l'échelle géologique. La cinquième grande extinction a eu lieu il y a 65 millions d'années et a vu les dinosaures disparaître de la surface de la Terre. Voir A. Barnosky et al., Has the earth's sixth mass extinction already arrived? Nature. 471. (2011) 51-7. DOI:10.1038/nature09678.

le dioxyde de carbone (CO₂), est passée de 280 ppm (niveau préindustriel) à plus de 410 ppm aujourd'hui. En 2018, le Groupe d'ExpertExs Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) estimait que les activités humaines étaient déjà responsables d'une élévation moyenne de la température de 1°C environ. L'augmentation de la température en Suisse est quant à elle nettement plus élevée que la moyenne mondiale : depuis 1864, les températures ont en effet augmenté de près de 2°C.

Dans son dernier rapport⁶, le GIEC compare les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1.5°C à un réchauffement de 2°C; par rapport aux niveaux préindustriels. Une hausse de 1.5°C qui pourrait être atteinte entre 2030 et 2052, aurait des conséquences déjà très importantes telles que la fonte des glaces, la hausse du niveau des océans, la multiplication des événements météorologiques extrêmes (sécheresses, feux de forêt, tempêtes, cyclones, canicules, etc.), l'acidification des océans ou encore la perte de biodiversité.

Ces effets sont toutefois bien moindres que pour un réchauffement de 2°C où tous ces phénomènes seraient exacerbés.

L'évolution du climat n'est pas un processus linéaire. Les scientifiques estiment en effet que, si la température croît de plus de 2°C d'ici 2100, des seuils de rupture⁷ pourraient être atteints, ce qui aurait pour conséquence un emballement irréversible du système climatique. Par exemple, l'augmentation de la température pourrait avoir pour effet de faire fondre le permafrost (couche du sous-sol qui reste gelée en permanence) en Sibérie et au nord du Canada, libérant ainsi dans l'atmosphère d'énormes quantités de méthane (gaz dont l'effet de serre est plus de 50 fois supérieur au CO₂ sur vingt ans). Cela entraînerait un accroissement considérable de la température, qui aurait à son tour pour effet d'accélérer la fonte du permafrost et de relâcher encore plus de méthane. Les scientifiques ont identifiés plus d'une dizaine de seuils de rupture possibles avec des niveaux d'impact et de probabilité différents⁸.

La prise en compte de ces données requiert la mise en place urgente de mesures de régénération des écosystèmes et de préservation des équilibres climatiques. Si les scientifiques s'accordent sur le fait qu'il est impératif de tout mettre en œuvre pour ne pas dépasser un réchauffement de plus de 1.5°C, la réalité politique semble bien différente. En

⁶ Disponible sous https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf.

⁷ Par « seuil de rupture », on entend un point où une petite altération suffit à faire basculer le climat (ou un écosystème) dans un état radicalement différent et ceci de manière irréversible.

⁸ Pour une mise à jour récente voir : T. M. Lenton, Climate tipping points – too risky to bet against, *Nature* 575, 592-595 (2019). Doi: 10.1038/d41586-019-03595-0.

effet, en l'état actuel des choses, on estime à 1 % nos chances de pouvoir limiter le réchauffement à 1.5°C (et à 5 % pour le limiter à 2°C)⁹.

Accords de Paris¹⁰

En 2015, à Paris, les États signataires de la “Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques” (CNUCC) se sont engagés à ce que la hausse de la température moyenne mondiale reste bien en dessous des 2°C d’ici 2100 (avec l’objectif de tout faire pour la maintenir en dessous de 1.5°C). Il existe cependant un énorme décalage entre cet objectif et les engagements annoncés, ainsi qu’entre ces engagements et les mesures prises. En effet, si tous les objectifs officiels des États étaient respectés, nous nous dirigerions plutôt vers un réchauffement global de 3.5°C (donc loin de l’objectif des 2°C). Par ailleurs, bon nombre d’engagements n’étant actuellement pas respectés, les prévisions font état d’une hausse probable de 4 à 7°C.

La situation est paradoxale : malgré les ambitions affichées, le dernier bulletin de l’Organisation Météorologique Mondiale (OMM) faisait état de niveaux d’émissions plus élevés en 2018 que la moyenne des dix dernières années pour les trois principaux gaz à effet de serre d’origine humaine (CO₂, CH₄ et N₂O)¹¹ et aucun signe de ralentissement n’est visible. Un rapport récent de l’ONU pointe d’ailleurs du doigt l’inaction des États membres sur la question climatique¹². Pour atteindre l’objectif des 1.5°C, les États devraient en effet multiplier leurs engagements par cinq. À l’échelle mondiale, cela signifie une réduction des émissions de 7.6% par an de 2020 à 2030 (-50% sur 10 ans) pour avoir 66% de chances de rester sous la barre cruciale des +1.5°C de réchauffement mondial d’ici 2100¹³.

Net 0 d’ici à 2030 et budget carbone

La notion de “budget carbone” permet de calculer quelle quantité absolue de CO₂ nous pouvons encore nous permettre de rejeter dans l’atmosphère tout en maintenant le réchauffement dans des limites supportables pour le vivant et la biosphère. Il s’agit bien sûr d’une notion relative, mais les données scientifiques permettent d’estimer la marge de

⁹ A. E. Raftery, Less than 2°C warming by 2100 unlikely, Nature Climate Change 7, 637-641 (2017). Doi:10.1038/nclimate3352.

¹⁰ Rappelons que les Accords de Paris ne sont qu’une déclaration morale symbolique puisque les États n’ont pas d’obligation légale de répondre à ces objectifs

¹¹ Communiqué de presse disponible sous :

<https://public.wmo.int/fr/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse/la-tendance-%C3%A0-la-hausse-se-poursuit-les-concentrations-de-gaz-%C3%A0-effet>

¹² Rapport disponible sous : <https://unric.org/fr/climat-les-engagements-des-etats-tres-insuffisants/>

¹³ PNUE, Rapport 2019 sur l’écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions. Nairobi : Programme des Nations Unies pour l’environnement (2019).

manœuvre qu'il nous reste. Celle-ci est très étroite et, au rythme des décisions politiques actuelles, de nombreux points de ruptures seront franchis dans les années à venir.

La situation est donc extrêmement urgente : chaque dixième de degré compte ! C'est pourquoi la Grève du Climat revendique "zéro émission nette en Suisse d'ici 2030". La Grève du Climat demande également que les émissions grises importées soient réduites à zéro d'ici 2030. Ces émissions grises, issues de l'importation, sont à l'origine de $\frac{2}{3}$ des émissions totales de la Suisse (et sa consommation), et doivent donc être incluses dans le calcul. Toute politique climatique rationnelle et cohérente doit comporter des objectifs chiffrés précis basés sur un budget carbone strict. Les émissions nettes doivent être réduites à zéro le plus rapidement possible sans recourir à des mécanismes de compensation technique ou spéculer sur d'éventuelles technologies à émissions négatives qui ne sont de toute façon pas encore appliquées dans la mesure requise au niveau mondial. L'objectif ambitieux mais nécessaire du zéro net d'ici 2030 implique une transformation en profondeur de notre société.

Suppression d'un paragraphe

Justice climatique

Notre troisième revendication nationale, la justice climatique, est reliée au principe du "pollueur-payeur", selon lequel ceux qui sont les principaux responsables de la catastrophe climatique doivent payer les dommages causés au reste du monde, en particulier aux populations qui ont le moins les moyens d'y faire face. En effet, il y a une différence importante entre les personnes qui dirigent le système économique et les institutions politiques actuelles et celles qui en subissent les conséquences.

Les premiers responsables ne sont pas des gens mais des institutions : les banques et fonds d'investissement finançant à la hauteur de centaines de milliards l'industrie des énergies fossiles ; les États subventionnent massivement les industries polluantes ; les multinationales profitent de la main d'œuvre bon marché dans les pays du Sud global pour produire à moindre coût dans des conditions écologiques et sociales désastreuses et pour rapatrier ensuite leurs bénéfices dans des paradis fiscaux. Cette exploitation des pays du Sud global qui alimente notre système globalisé prend source dans la colonisation. Ce processus est rendu possible par un racisme systémique encore terriblement présent aujourd'hui, comme en témoignent les mouvements antiracistes partout dans le monde .

De façon générale, nous vivons dans un système extrêmement inégalitaire, dans lequel une infime minorité, les ultra-riches, possède l'écrasante majorité des richesses. C'est également le cas dans notre pays et, bien que beaucoup bénéficient d'un niveau de vie privilégié, la crise économique actuelle précarise de larges secteurs de la société marchande et frappe tout particulièrement les personnes déjà marginalisés. Les emplois précaires le plus

fortement touchés sont pour la plupart occupés par des femmes* et des personnes racisées. Par conséquent, toute mesure environnementale se veut contribuer à réduire les inégalités sociales (de genre, du au racisme, intergénérationnelles, territoriales, etc.) et veiller à une meilleure répartition des richesses disponibles en Suisse et à l'international.

Pour la Suisse, cela implique de reconnaître sa responsabilité historique et actuelle dans les crises climatique, environnementale et sociale. C'est pour cela qu'elle doit immédiatement et drastiquement réduire ses émissions de gaz à effet de serre et être l'un des premiers pays à respecter son budget carbone, ceci afin de contribuer activement à éviter le dépassement de la frontière des 1.5°C de réchauffement global par rapport à l'ère préindustrielle. Plus que jamais, nous devons reconnaître que les questions environnementales et les questions sociales ne peuvent être considérées indépendamment. Bien au contraire, elles sont interdépendantes.

C'est pourquoi nous devons bâtir une solidarité sans failles avec les peuples du Sud global. Nous devons également combattre l'oppression et l'exploitation dans notre pays, en soutenant concrètement les personnes en lutte (femmes, personnes non-binaires et/ou transgenres, travailleurEUSExs, personnes racisées, etc.). Cela se justifie d'un point de vue moral, mais il s'agit également une question stratégique : pour combattre ce système destructeur, nous devons unir nos forces et analyses et stratégies.

Écologie sociale et démocratique

L'écologie que nous prônons est une écologie sociale et démocratique. Nous devons construire une alternative à ce système destructeur : une organisation démocratique et populaire de la société et de la production. **Nous voulons une démocratie réelle, organisée à petite échelle, où les personnes directement concernées sont consultées en priorité. La question du choix préalable, libre et informé doit primer partout.**

Il est temps de mettre en place une écologie sociale et solidaire et non 'individualiste et **punitives portées de fausses alternatives qui ne sont que de la peinture verte jetée sur la production capitaliste.** Combattre la crise systémique commence déjà par s'en donner les moyens matériels et financiers. Nous voulons que l'argent public serve avant tout à consolider et accompagner les secteurs essentiels et souvent en difficulté, et soit dans tous les secteurs utilisé, de manière cohérente avec les exigences écologiques et sociales. La gestion de la pandémie du COVID-19 et les budgets aberrants débloqués par le Conseil fédéral notamment pour l'aviation et les grandes entreprises privées exemplifiant la voie qu'il ne faut pas suivre.

Nous voulons un soutien aux agriculteurICExs suisses visant la souveraineté alimentaire, une production socialement et écologiquement juste et durable, **et un accès à une alimentation saine et de qualité pour toustes. La Suisse doit sortir de sa dépendance aux produits importés pour son alimentation.** Au lieu de punir les personnes utilisant la voiture (qui le font le plus souvent pour des distances moyennes et par nécessité), une relocalisation de nos activités et une extension du service public au secteur des transports en commun dans sa totalité et l'intégration des coûts dans les budgets climatiques à débloquer permettraient de les rendre gratuit, et donc beaucoup plus attractifs. Une démocratisation du secteur foncier permettrait aux moins privilégiéExs de réduire les distances entre lieu de vie et lieu de travail.

Plusieurs secteurs d'emploi actuels sont incompatibles avec un monde durable (aviation, énergies fossiles, publicité, streaming, pétrochimie, etc.) Nous avons besoin de structures et de moyens (p.ex. le revenu de transition écologique) pour permettre des reconversions professionnelles en garantissant la sécurité de revenu. Les progrès technologiques et sociaux nous ayant par ailleurs permis d'augmenter considérablement les rendements de la production, nous voulons profiter de ce gain de productivité non pas pour produire plus et consommer plus, mais pour produire plus **en adéquation avec les besoins de la population et limites écologiques.** Réduisons le temps de travail, cela réduira le chômage et améliorera la qualité de vie des travailleurEUExs. De plus, nous réduirons la surconsommation, les déplacements pendulaires ce qui constitue en soi une avancée en matière écologique.

Nous refusons que quelques milliers d'actionnaires décident du sort du système-terre. Nous ne nous faisons pas d'illusions : la décroissance dans une économie capitaliste est une récession au sens premier du terme, un processus où les plus riches se réfugient derrière la violence d'État alors que les prolétaires subissent. Nous voulons une planification écologique et autogestionnaire, une écologie populaire qui tient autant de l'histoire des luttes prolétaires que des mouvements écologistes. **La création d'alternatives prendra du temps et passera inévitablement par des périodes de crise économique et la disparition de certains secteurs. Ne nous méprenons pas, le système en place, lui, a validé tous ses objectifs de précarisation, de subordination et de surexploitation des plus marginalisés en faveur des élites.**

Nous nous trouvons à un tournant. La situation sanitaire a montré plus que jamais les fondements de nos collectivités, en révélant les activités essentielles à la vie, non reconnues et majoritairement effectuées par des femmes* et des personnes racisées, que sont les travaux du soin, la solidarité et le travail **de reproduction : ce sont les tâches du soin, de la santé et de l'alimentation sans oublier l'importance du travail syndical pour défendre les droits des travailleurEUExs des premières lignes.** Ces activités relèvent de valeurs que

nous voulons fondatrices d'un autre monde et que nous avons le pouvoir, collectivement, de construire.

Nous vivons dans un monde de croissance infinie, d'anthropocentrisme et de domination. Le "bien-être" des sociétés capitalistes est mesuré par le niveau du PIB et sa croissance annuelle. Nous rejetons le système capitaliste qui impose ces objectifs. Le paradigme qui sous-tend le système actuel doit être modifié. Les faits sont clairs, ce n'est pas l'argent (ou le PIB) qui est le facteur décisif pour permettre une vie heureuse, juste et digne, mais plutôt l'accès à l'éducation et à la santé, au logement, à une alimentation saine et suffisante et, la participation démocratique à la vie collective.

Suppression d'un paragraphe

Il convient également de noter que les pays riches ayant un PIB par habitant élevé "vivent" dans tous les cas bien au-delà des limites planétaires. Cela signifie que ce mode de production et de consommation est non seulement synonyme d'inégalités sociales, mais également de destruction écologiquement inacceptable, tout ceci aux dépens des pays et des personnes les plus pauvres. Cela signifie que les pays riches, ou plutôt leurs économies, doivent se contracter pour rester, à long terme, à l'intérieur des frontières planétaires. La décroissance signifie "une réduction planifiée de l'utilisation de l'énergie et des ressources pour rétablir l'équilibre entre l'économie et le monde vivant d'une manière sûre, juste et équitable¹⁴" et doit donc faire partie de notre théorie du changement.

¹⁴ Citation tirée de Giorgio Kallis dans Hickel Jason, op. cit., p. 29.

3. Analyse – Suisse 2020

Ce qui existe

Pour construire une stratégie durable, réaliste et subversive, nous devons obligatoirement partir d'une réalité tangible. Premièrement, il faut démarrer par un état des lieux des différents mouvements sociaux. Il convient également de mieux comprendre certaines spécificités suisses. Enfin, il nous faut également comprendre la situation objective des destructions écologiques, des politiques climatiques suisses, de la conjoncture économique ou encore des potentialités autoritaires et écofascistes.

État des lieux des mouvements sociaux¹⁵

Si nous souhaitons continuer à renforcer les liens que nous construisons avec les autres organisations, il est important d'analyser quelles sont les différentes composantes des luttes écologistes et sociales.

Mouvement écologiste

Faire l'état des lieux – non-exhaustif – du mouvement écologiste¹⁶ en Suisse nous permettra d'évaluer les potentielles collaborations et les limites à préserver ou dépasser pour se diriger concrètement vers un changement de système.

Nombreuses sont les organisations écologistes qui se sont activement jointes aux manifestations de masse organisées par la Grève du Climat ou à certaines actions de désobéissance civile. La Grève du Climat a par exemple activement contribué à la

¹⁵ "Par mouvement social, on entend un ensemble d'actions collectives visant à contester une situation imposée par les classes dominantes, en vue d'amener une mutation sociale" (Voir : Ziegler Manuela, "Mouvements sociaux", in : Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), disponible en ligne [dernière modification], 07 novembre 2012 : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/043688/2012-11-07/>). En plus, "Dans son acception étroite, l'expression de mutation sociale (ou changement social) signifie 'l'ensemble des changements intervenus dans la structure d'une société dans un laps de temps' (Peter Heintz) ou, selon la formule de Morris Ginsberg, a change in a structure . La mutation sociale renvoie donc aux modifications qui se produisent dans les structures et les comportements sociaux (changements dans la hiérarchie et la position sociale, dans les rôles et les comportements qui leur sont inhérents, dans les modèles d'organisation et les conditions de vie). Pour cette dernière référence, voir : Sidler Roger, "Mutation sociale", in : Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), disponible en ligne [dernière modification], 20 août 2009 : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/015993/2009-08-20/> .

¹⁶ Malheureusement, nous n'avons pas été en mesure de décrire l'ensemble du mouvement écologiste... d'autres éléments à inclure seraient les réseaux de la décroissance, des alternatives (exemple des Artisans de la Transition ou Villes en Transition), les ONGs ou les lobbies citoyens (Swiss Youth for Climate).

convergence de la grande majorité des organisations membres de l'Alliance Climatique en vue de l'immense manifestation nationale (Climat de changement !) du samedi 28 septembre 2019 à Berne. Particularité de l'occasion, d'autres mouvements sociaux tels que la Grève féministe ou les organisations syndicales (le Syndicat des Services Publics (SSP), Unia, etc.) ont appelé leurs membres à participer accomplissant, de ce fait, une première convergence importante pour la justice climatique et sociale. Relevons toutefois que cette échéance s'inscrivait dans le calendrier électoral et ne remettait pas en question une approche institutionnelle.

Parallèlement à ces organisations traditionnellement présentes dans le panorama politique, de nouveaux acteurs se sont progressivement imposés dans le champ politique de la justice climatique. Depuis plusieurs années, par exemple, le collectif BreakFree Suisse qui, par le biais d'une collaboration avec des communautés autochtones, allie actions de sensibilisation (conférences, marches, rassemblements, etc.) à des actions plus disruptives visant directement le secteur financier, qui par ses investissements, contribue grandement, aux destructions de l'environnement (Crédit Suisse, UBS, BNS, fonds d'investissement).

De la même manière, le collectif Climate Justice (CCJ) de Bâle regroupe des activistes provenant de différents horizons pour défendre la justice climatique. Ces dernières années, ils ont également organisé des camps climat pour sensibiliser et former des personnes à l'action directe non-violente ainsi qu'en passant à l'action en bloquant le port pétrolier de Bâle pendant 36 heures ou également en ciblant la place financière suisse (Crédit Suisse et UBS) en 2019. De la même manière, des plus petits collectifs comme le Lausanne Action Climat (LAC) se sont constitués pour mener essentiellement des actions directes non-violentes. Les activistes du LAC sont connus pour leur actions au sein de la coalition "Roger Wake Up" (avec notamment le fameux site DisCreditSuisse.ch), qui leur ont valu un procès lors duquel ils ont été défendus par un collectif d'avocats bénévoles.

Cela nous permet de rappeler qu'aujourd'hui de plus en plus d'activistes se retrouvent poursuivis ou condamnés pour différentes actions de désobéissance civile. La judiciarisation de la lutte écologiste est désormais actée.

Parmi les mouvements actifs en Suisse, il y a Extinction Rebellion (XR), un nouveau mouvement citoyen international prônant la désobéissance civile de masse par le biais d'actions créatives et non violentes. En Suisse, ce sont désormais plus de 20 branches locales qui s'organisent et s'activent depuis le 31 octobre 2019.

Suppression d'un paragraphe

On constate que les mouvements pour la justice climatique sont dans l'ensemble composés d'une diversité en termes d'âges, mais que les milieux ruraux, populaires ou les personnes racisées sont quasi-absentes de ces mouvements.

Par ailleurs, l'association des " Aînées pour la protection du climat " a été créée à la mi-août 2016 afin de mener une action de justice envers l'État dans le sillage d'autres pays comme la Belgique, les USA, la Norvège et les Philippines. Cette action de justice qui dure depuis des années est toujours en cours. En plus, il existe d'autres aînéEs aussi nationalement – et internationalement – au sein de l'association " Grands-parents pour le climat ". Depuis plusieurs années, ce collectif citoyen s'est considérablement élargi régionalement et quantitativement, mêlant une grande diversité d'actions institutionnels de très grande qualité, sans rechigner lorsqu'il s'agit aussi de s'engager dans des actions directes ou la construction de la Grève pour l'Avenir /Strike for future.

Si nous reviendrons sur le mouvement de paysanNEs Uniterre plus bas, nous souhaitons souligner qu'une partie du monde agricole se mobilise depuis plusieurs décennies pour se protéger des conséquences de l'économie capitaliste globalisée et le fondamentalisme du libre-marché et dont le référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie (Stop à l'Huile de Palme) est une illustration récente. De manière plus étonnante, un cri d'alarme de quelques vigneronS au mois d'octobre 2019 s'est transformé en un mouvement social intitulé "Les Raisins de la Colère". Iels ont notamment organisé une manifestation à Berne le lundi 2 décembre 2019. Quelques temps auparavant, un vigneron genevois, avait également fait une grève de la faim afin d'alerter des conséquences négatives du libre-échange dans le cadre des accords commerciaux de la Suisse et, subséquemment, d'une concurrence déloyale sur l'environnement. Enfin, il faut mentionner l'apparition récente du mouvement "Agriculture du Futur" (AdF) qui réunit des activistes et des organisations très hétérogènes. En plus d'une première grande manifestation "L'alimentation est politique!" réunissant plus de 4'500 personnes samedi 22 février 2020 à Berne, AdF a également organisé des formations théoriques et pratiques à l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes vendredi 17 avril 2020, en rencontrant directement des paysanNEs ou encore en organisant des séminaires en ligne sur la souveraineté alimentaire et l'agro-écologie. Mentionnons encore qu'en juin 2020, une grande partie de ces acteurTRICEs ont fait aboutir un référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie.

Passons désormais à l'analyse d'une action institutionnelle d'envergure et typique du mouvement écologiste : l'Initiative pour les glaciers, qui " vise à réduire les émissions nettes à zéro d'ici à 2050, à ancrer les objectifs de l'accord de Paris sur le climat dans la constitution et à mettre la Suisse sur la voie de la protection du climat ". Désormais caduque du fait de l'insuffisance de ses objectifs, cette initiative populaire fédérale reflète l'inefficacité des outils institutionnels, lorsqu'ils ne sont pas intégrés à une stratégie plus globale, portée par les différentes composantes du mouvement écologiste.

En effet, depuis septembre 2019, la “neutralité carbone en 2050” fait partie des objectifs climatiques de la Confédération et il est probable que les mouvements sociaux aient contribué à la définition de ces engagements, aussi insuffisants soient-ils. De plus, ces mouvements dont la Grève du Climat fait partie sont parvenus en quelques mois à chambouler le paysage médiatique et politique, et ce sans recourir aux outils institutionnels. L'Initiative pour les Glaciers est désormais consensuelle et en total décalage avec les ambitions affichées par les mouvements sociaux.

Pour l'anecdote, lors d'une récente réunion avec les Grands-parents pour le Climat en Romandie, plusieurs membres ont exprimé leur tristesse de voir une telle initiative ne plus permettre d'agir dans le rapport de force. À l'heure où des discussions ont lieu, notamment au sein de l'Alliance Climatique (mais pas seulement), pour savoir s'il n'est pas temps de se saisir à nouveau de l'outil de l'initiative pour faire avancer la protection du climat et/ou la justice climatique, nous devons prendre acte des limites des démarches institutionnelles.

Mouvement syndical

En Suisse, une grande partie du mouvement syndical n'en est pas réellement un, préférant grandement jouer son rôle de “partenaire social” du patronat. Les grèves sont rares (même si en augmentation ces dernières années), systématiquement sectorisées et ne laissant aucune chance à des mobilisations sociales plus massives, à quelques exceptions près. Même le Covid-19 et les risques sanitaires très importants pour les travailleurs n'ont pas suffi à ce que des grèves soient organisées.

De ce fait, les syndicats suisses sont peu combatifs sur le terrain politique, si ce n'est pour certaines composantes. Au mieux peuvent-ils parfois s'opposer frontalement à certaines attaques directes ou indirectes (ex. de l'initiative de résiliation qui sera votée en septembre 2020) ou s'allier à certaines initiatives politiques réformistes leur permettant une certaine crédibilité et visibilité.

Il y a certainement plusieurs explications à cela :

1. La jeunesse combative des mouvements climatique et féministe ainsi que des partis politiques est très peu engagée au sein de ces structures, voire même syndiquée;
2. Le manque de démocratie et transparence à tous les niveaux;
3. La mainmise de la bureaucratie (en elle-même un problème) par des cadres du Parti Socialiste Suisse, notamment.

Cependant, nous voyons aussi émerger des secteurs plus combatifs, qui se sont même récemment fédérés nationalement sous le nom “Syndibasa”.

Concernant la justice climatique, les syndicats sont très en retard. Certains n'avaient même aucune revendication éco-sociale (à Genève, la journée intersyndicale du 18 janvier 2020 a marqué un tournant, suivi de prises de position de nombreux syndicats dans le cadre de la grève pour l'Avenir/Strike for Future). Trop souvent les enjeux écologiques dépassent les syndicats. De plus, certains secteurs qui doivent réduire considérablement leur production ou disparaître se sentent menacés, à juste titre, par les conséquences et solutions liées à la transition écologique. Face à cela, les délégués et secrétaires syndicaux ALESx réagissent parfois de manière frileuse, même si certaines personnes engagées au sein de la Grève pour l'Avenir/Strike for Future comprennent l'intérêt d'une reconversion éco-sociale de l'ensemble de la production. Au travers de l'expérience de la Grève pour l'Avenir/Strike for Future, on peut également constater le cloisonnement des structures syndicales qui discutent et travaillent relativement peu entre elles, sans parler du manque de contact direct avec les autres organisations politiques que sont par exemple la Grève du Climat ou les associations écologistes ainsi que les milieux comme ceux du monde académique ou scientifique.

Nonobstant cet état des lieux peu enviable, les syndicats restent des structures politiques organisant massivement les salariéEs et dont il faut profiter de la meilleure manière possible. Au total, les 19 fédérations syndicales de l'Union Syndicale Suisse (USS) regroupent environ 380'000 membres. Force est de constater que le taux de 23 syndicalisation ne cesse de reculer en Suisse depuis 15 ans, n'atteignant même pas la barre des 18% en 2017.¹⁷

Autres luttes et mouvements sociaux

En Suisse, 2019 a non seulement été marquée par l'émergence de la Grève du Climat, mais aussi par les importantes mobilisations de la Grève féministe du 14 juin 2019 qui a réuni plus d'un demi-million de personnes dans les rues du pays. De manière complètement inédite en Suisse, les collectifs de la Grève féministe ont réussi à impulser un mouvement féministe de masse, initialement rassemblé autour d'un Manifeste national. Le 14 juin 2019 représente sans doute l'exemple de mobilisation de rue le plus impressionnant de l'histoire du pays, après la grève générale de 1918. Le travail mené par les militantEs du collectif, entre septembre 2018 et juin 2019, pour tisser des liens avec les secteurs du monde du travail particulièrement féminisés, est impressionnant. Il ne s'est malheureusement pas concrétisé par une dynamique de grève massive sur les lieux de travail le jour-même. De plus, ce lien avec le monde du travail s'est partiellement estompé entre 2019 et 2020. La composition sociale des manifestations du 14 juin 2020 en est la preuve la plus criante.

¹⁷ Pour toutes ces statistiques, voir les données de l'USS.

Pour autant, ce même 14 juin 2020 a démontré que les collectifs de la Grève féministe ont toujours le potentiel de mobiliser et de faire descendre dans les rues un nombre important de personnes, y compris dans la situation sanitaire particulière de la pandémie de la COVID-19. Ce mouvement féministe se trouve désormais dans une phase particulière de remise en question et de restructuration. Comme tout mouvement à vocation large, il doit faire face aux contradictions et aux désaccords qui existent actuellement en son sein, tant sur l'analyse et le contenu politique que sur la stratégie et les modes d'action.

Quant à la question du racisme, elle est revenue au centre du débat depuis 2014/2015 avec la relance des mouvements de défense de l'asile tels que le collectif R (Vaud), Perce-Frontières (Genève), la lutte pour les mineurExs non accompagnéExs (MNA) à Genève ou Appel d'elles à Neuchâtel. Ces mouvements – qui ne sont pas (pour l'instant ?) des mouvements de masse – ont la particularité d'être peu portés par des personnes concernées, qui peuvent difficilement s'organiser face au processus très individualisant de l'asile. Toutefois, ce n'est que depuis juin 2020 et les premières grandes manifestations lancées par différents collectifs BLM (Black Lives Matter) que cette thématique semble pouvoir susciter une réaction de masse, et mettre en mouvement des parties de la population que nous n'avions encore pas vues dans la rue.

Depuis 2015, la lutte pour le droit au logement (parfois élargie au droit à la ville), a été circonscrite à des luttes ponctuelles. Il n'est pas impossible qu'avec la crise sociale que le capitalisme et le Covid-19 annoncent, la question du logement devienne plus centrale.

Au niveau mondial, 2019 et 2020 ont connu une flambée des mobilisations de la jeunesse pour le climat, des mobilisations féministes mais aussi des luttes sociales et démocratiques importantes de Hong-Kong au Chili, en passant par le Liban, l'Équateur, le Soudan, l'Algérie, la France, etc. Depuis quelques mois, le soulèvement aux États-Unis, l'énième assassinat d'une personne noire au main de la police a fait souffler sur la planète un vent d'antiracisme, de remise en cause de la police, de ses pratiques les plus abjectes et de l'héritage colonial et esclavagiste de nos sociétés.

Les piliers du pouvoir

Chaque régime politique repose sur le consentement et la coopération d'institutions et de secteurs – ce que nous nommons les piliers de soutien / pouvoir – de la société qui leur fournit des services de base nécessaires au maintien et à l'expansion de son pouvoir politique. Cependant, la population est la principale détentrice du pouvoir dans la société, notamment lorsqu'elle agit au travers d'organisations et/ou institutions. En plus de ces institutions, les piliers du pouvoir sont également d'ordre idéologique, c'est-à-dire les idées, les croyances, les normes ou les valeurs qui forment le système de pensée dominant. De la

même manière qu'il est décisif de gagner le soutien actif de certaines structures et de faire baisser le soutien envers le système en place, qui doit être délégitimé, il convient également de se réapproprier certaines valeurs, de déconstruire certains mythes et de transgresser et transformer les normes de la société.

Les mythes de la Suisse et de ses institutions

Ci-dessous, nous présentons les principaux mythes et institutions suisses qu'il faut déconstruire et/ou nous réapproprier si nous désirons façonner les conditions du changement.

Le mythe de la démocratie

Si la démocratie semi-directe suisse est applaudie partout dans le monde, elle n'est pas exempte de critiques importantes¹⁸. A-t-on affaire à une démocratie directe au sein des lieux de vie ? Sur nos lieux de formations, prenons-nous part équitablement à la prise des décisions au sein des institutions ? La démocratie existe-t-elle dans les petites, moyennes et, surtout, grandes entreprises ? La réponse est (presque) systématiquement non. Et comme dans toutes les "démocraties" du monde, les institutions ne sont pas véritablement au service du peuple. La part importante des lobbies, des entreprises et des plus riches dans les décisions fédérales et cantonales nous le prouve régulièrement.

Le mythe de la neutralité

La Suisse est-elle réellement le pays de la neutralité qu'elle prétend être ? Elle est souvent au centre de négociations internationales importantes mais que dire de ses investissements massifs dans les énergies fossiles ? N'influencent-ils pas directement les politiques internationales ? De par sa politique de prédation fiscale en faveur des transnationales – et ses lois laxistes les concernant – ne participe-t-elle pas directement à l'exploitation des êtres humains et à la destruction des écosystèmes au-delà de ses frontières ? Et que peut-on dire de sa production d'armes – production nuisible et inutile – servant des régimes autoritaires, climato-sceptiques, voire même terroristes qui combattent ouvertement les projets de société alternatifs, écologistes et féministes comme celui du Rojava ? La politique de neutralité de la Suisse se résume à un impérialisme historiquement construit qu'il soit culturel, économique ou écologique.

¹⁸ Voir le Plan Climat vaudois : "Visions, objectifs, principes et mesures pour un climat, des écosystèmes et un futur réellement durables" (05 août 2019), p. 35-26. Disponible en ligne : <http://planclimat.org/vaud/climateplan-vaud-v2.pdf>

Le mythe de la paix du travail

Selon Bernard Dagen, “la paix du travail désigne une situation où les conflits collectifs entre employeurs et salariés sont résolus par la négociation, en renonçant à des mesures de lutte comme la grève et le lock-out¹⁹”. Plus précisément, en Suisse, elle désigne les conventions passées entre syndicats et patronat en 1937 puis, par extension, l’ensemble des conventions collectives conclues depuis cette date.

Depuis la moitié du XXe siècle, cette notion est souvent considérée comme faisant partie de l’identité nationale, comme si la recherche de consensus faisait partie de la “culture” suisse. C’est historiquement faux. Pour reprendre les mots de l’historien suisse Hans-Ulrich Jost : “[la paix du travail] est devenue un tabou parce qu’on l’a idéalisée en se référant à ses origines. Mais il y a toujours eu des grèves et la paix n’est pas un mythe, c’est une réalité du rapport de force entre syndicats et patronat, mais voulu par l’État²⁰”.

Le fait que les grèves soient aujourd’hui peu nombreuses et très localisées s’explique par le pouvoir de la classe capitaliste et par les méthodes de gestion qu’elle emploie. La recrudescence du nombre de grèves ces dix dernières années prouve que ce n’est pas une caractéristique immuable de notre pays ou de notre “culture”. Il est de notre devoir de nous réapproprier cet outil de lutte pour atteindre nos objectifs.

Mythe de l’autonomie et souveraineté

Si nous pouvons, par exemple, parler d’une certaine souveraineté démocratique vis-à-vis de l’Union Européenne, en est-il de même des grandes institutions financières de l’économie globalisée ? La Suisse est-elle également autonome sur le plan alimentaire, ou alors ultra-dépendante des transnationales de l’agroindustrie ? Et ses investissements financiers qui sécurisent nos futures retraites ne sont-ils pas intimement connectés à la viabilité des plus grandes entreprises écocides et de la stabilité géopolitique globale ? Sa croissance économique matérielle n’est-elle pas directement reliée à la conquête de nouveaux territoires économiques au travers de ses traités de libre-échange, qui augmentent les risques et la vulnérabilité du système capitaliste, participent à l’augmentation globale des émissions de gaz à effet de serre et détruisent souvent les alternatives locales et sociales ?

Entreprises

D’innombrables sociétés et banques puissantes opérant au niveau international siègent en Suisse. Il s’agit d’une longue tradition liée à la situation économique et au rôle historique du

¹⁹ Dagen Bernard, “Paix du travail”, in : Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), disponible en ligne [dernière modification], 06 mai 2010 : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016535/2010-05-06/> .

²⁰ Cité par Isabelle Eichenberger, “ La paix du travail fête ses 70 ans ”, SwissInfo, 22 mai 2007.

pays. Ces puissants acteurs sont particulièrement actifs dans les secteurs pharmaceutique, de la technologie, des assurances, du commerce des denrées alimentaires et des matières premières, mais aussi dans le secteur financier. En tant que pays relativement petit, la Suisse est donc un acteur économique et politique sur la scène mondiale qui ne doit pas être négligé. En outre, il est important de voir quel pouvoir ces entreprises privées ont sur la politique suisse, c'est-à-dire sur la démocratie, et comment elles entravent l'avancée de nos revendications en tant que mouvement.

La place financière

Plusieurs institutions financières internationales importantes ont leur siège en Suisse – UBS, Credit Suisse (CS), etc. La place financière suisse dans son ensemble est responsable de 22 fois la quantité d'émissions nationales causées par la Suisse²¹. Entre 2016 et 2019, l'UBS et le CS ont octroyé à eux seuls un total de 114 milliards de dollars de prêts à des entreprises connues pour leurs pratiques socialement et écologiquement dommageables²². En effet, ils utilisent leur capital pour financer des sociétés qui extraient des combustibles fossiles ou qui se livrent à d'autres pratiques nuisibles pour l'environnement. La responsabilité de la Suisse en tant que centre financier est donc incontestable. Malheureusement, cette responsabilité n'est pas assumée aujourd'hui, alors qu'il incombe précisément aux grandes banques de ne pas fournir de crédit/capital pour des pratiques nuisibles au climat et à l'environnement. Afin d'enrayer la crise climatique et les autres crises environnementales et sociales, nous devons sensibiliser la place financière suisse à ses responsabilités et, si nécessaire, mettre tout en œuvre pour qu'aucun prêt ne soit accordé aux entreprises dont les pratiques ne sont pas compatibles avec l'objectif de +1.5°C. Outre les banques, les groupes d'assurance et les institutions de gestion financière font également partie du secteur à transformer.

Les transnationales

De nombreuses sociétés internationales actives et influentes opèrent depuis la Suisse. Il s'agit notamment de Nestlé, Glencore, Cargill, Novartis ou Syngenta, pour n'en citer que quelques-unes. Elles contrôlent par exemple une grande partie de l'industrie alimentaire mondiale, ont des positions de monopole sur les pesticides et les brevets ou commercialisent jusqu'à 60 % des céréales cultivées dans le monde et contribuent massivement à l'accaparement des terres et des eaux dans le Sud Global²³.

²¹

<https://www.alliance-climatique.ch/blog/alliance-climatique-demande-la-fin-des-investissements-dans-les-energies>

²² <https://www.greenpeace.ch/de/publikation/53979/klimaschaedliche-geschaefte/>

²³

https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/Agrarrohstoffe/2019_PublicEye_Agricultural-Commodity-Trade-rs-in-Switzerland_Report.pdf

La Suisse dispose ainsi d'un pouvoir non négligeable dans le système alimentaire et agricole mondial qui est responsable d'une grande partie des émissions de la planète.

En tant que mouvement international et en réseau, nous considérons les transnationales comme une cible centrale de nos activités. Nous devons clairement faire appel à la responsabilité de la Suisse en tant que place économique et amener ces entreprises directement et par tous les moyens à une transformation de leurs pratiques commerciales. Nous devons également envisager la démocratisation de ces entreprises privées et développer des stratégies pour les placer sous contrôle démocratique et public.

Internet

Avec l'arrivée d'internet est arrivée l'opportunité d'avoir un accès immédiat à des informations, des espaces pour communiquer de manière instantanée et de mobiliser de façon très large et de manière extrêmement rapide. C'est donc un outil essentiel pour un mouvement social large tel que le nôtre. Toutefois, il faut être conscient des risques et des limites de cet outil. D'une part, les réseaux sociaux nous font évoluer dans une bulle au sein de laquelle la plupart des personnes ont le même avis et les mêmes intérêts que nous, ce qui nous donne une vision biaisée de notre société. D'autre part, internet peut donner lieu à une réduction de nos relations sociales ce qui peut avoir des effets néfastes sur notre santé tant physique que mentale.

Il reste néanmoins central de comprendre internet, et en particulier les réseaux sociaux, comme un espace public au sein duquel nous devons être le plus présent et le plus visible possible. Une "professionnalisation" de notre travail sur internet est donc nécessaire, d'autant plus que c'est un outil que nos adversaires maîtrisent très bien.

En parallèle de notre utilisation d'internet dans le but de rejoindre nos objectifs, il est essentiel d'avoir à l'esprit l'impact de cet outil sur le changement climatique et de créer des alliances avec des personnes ayant des compétences pour mettre en place des alternatives.

Capitalisme et conscience de classe

La prospérité de notre pays, la stabilité de ses conditions économiques et la relative rareté des conflits sociaux ouverts (paix du travail) contribuent souvent à nous faire oublier les énormes écarts socio-économiques au sein de la population. La Suisse est bien divisée en classes sociales et l'écrasante majorité de sa population est salariée. Les grands mouvements de grève du passé, qui ont permis des conquêtes sociales considérables, étaient possibles car les travailleurs étaient conscients de partager une même condition sociale et par conséquent des intérêts convergents.

De nos jours, cette conscience de classe est très faible parmi la population salariée majoritaire, alors même que la classe dirigeante est tout à fait consciente d'être en position de domination, ce qui lui permet aussi d'élaborer les politiques pour la maintenir. Face à cela, il est primordial que les salariéEs et les différentes catégories sociales opprimées par le capitalisme prennent conscience de cette oppression commune. Cela est nécessaire afin d'unir les luttes sociales, pour garantir un futur écologiquement durable et socialement juste.

De la crise à la dépression économique ?

L'année 2020 est marquée par la pandémie du coronavirus. Celle-ci est en train de déclencher une crise économique à très grande ampleur, même si certaines conditions de cette crise étaient déjà réunies avant l'arrivée du virus. Les situations sociale et économique de ces prochaines années s'annoncent très difficiles : licenciements, hausse du chômage, de la précarité et de la pauvreté, l'accentuation de la conflictualité du capital avec le travail et avec presque tous les secteurs de la vie en général (au profit du capital), des attaques sur la fonction publique, les revenus, les retraites, ainsi que des offensives sur les droits sociaux (austérité budgétaire, droit du travail, ...) affectant notamment les femmes, les jeunes et les personnes racisées.

Les milliardaires ne nous sauveront pas !

Si la grande majorité de l'humanité a objectivement intérêt à ce que le système change (et vite !), ce n'est pas le cas de la minorité la plus riche, celle qui détient l'essentiel des ressources naturelles et des principaux moyens de production. Alors que la majorité se retrouve précarisée par les crises à répétition, cette minorité continue de s'enrichir et d'accroître son pouvoir. Les ultrariches sont au courant de la réalité scientifique des problèmes environnementaux, mais ils ne peuvent aborder ces problèmes que dans l'optique de maintenir leur position de pouvoir. Leurs intérêts sont radicalement incompatibles avec ceux de la majorité.

Sortir des énergies fossiles pour atteindre rapidement un zéro net nous oblige à rendre obsolète une quantité énorme d'infrastructures, de machines et d'institutions qui tournent à plein régime pour maintenir le système de la croissance économique matérielle. Pour les propriétaires des mines de charbons et des puits de pétroles, mais aussi pour toutes les industries directement liées aux énergies fossiles, arrêter immédiatement ce business s'apparenterait à une sorte de suicide. Jamais les transnationales et les institutions financières ne décideront de sortir des énergies fossiles pour des raisons éthiques ou morales. Si jamais elles le font un jour, ce sera pour de pures questions de rentabilité – mais ce jour-là, il sera bien trop tard pour agir.

À celles et ceux qui croient encore à la philanthropie et à la morale des milliardaires, rappelons que la société Tesla d'Elon Musk a été impliquée dans le coup d'État en Bolivie,

qu'elle a soutenu afin de pouvoir continuer à obtenir du lithium bon marché, utilisé dans les batteries de véhicules et d'appareils électriques. Interpellé sur Twitter, Elon Musk a déclaré : "Nous renverserons qui nous voulons. Faites avec²⁴". Aucune illusion technocratique ne doit nous endormir. Nous devons combattre le pouvoir des ultrariches – incompatible avec toute conception conséquente de la démocratie – afin que les ressources et les technologies soient mises au service du bien commun, et non de l'accumulation des profits.

La possibilité écofasciste

Si la démocratie directe est l'une des valeurs de notre mouvement, nous devons être conscientEs qu'elle est aujourd'hui gravement menacée par la montée de mouvements politiques autoritaires, voire néofascistes. Par le passé, le fascisme s'est développé lors de périodes de crise intense. Les fascistes cherchaient à obtenir le soutien d'une partie des classes populaires, tout en réprimant voire en éliminant d'autres catégories. Nous faisons face aujourd'hui à une crise économique terrible, qui plonge de très nombreuses personnes dans l'incertitude. À cela s'ajoutent des problèmes environnementaux, dont l'impact direct est déjà fortement ressenti dans de nombreux pays du monde et qui seront bientôt généralisés, même dans notre pays. Il est alors tout à fait possible que des mouvements autoritaires ou fascistes se servent de la "crise" écologique pour imposer leurs politiques dictatoriales et réactionnaires.

Ces mouvements pourraient très bien revendiquer la protection de l'environnement ou du climat comme une de leurs valeurs pour rallier l'opinion publique. Il est bon de se rappeler que l'environnementalisme n'a pas toujours été un courant progressiste, démocratique et partisan de la justice sociale – il ne l'est d'ailleurs toujours pas aujourd'hui dans son ensemble. Souvenons-nous aussi, en Suisse, de l'initiative Ecopop qui voulait réduire l'immigration pour des raisons environnementales – en passant complètement à côté des causes réelles du problème.

Il est probable qu'une écologie ouvertement néolibérale et réactionnaire gagne du terrain ces prochaines années, parallèlement ou conjointement à la montée des mouvements d'extrême-droite et néofascistes dans de nombreux pays d'Europe. Ces mouvements sont à l'encontre de tout ce que nous défendons en tant que Grève du Climat, comme les valeurs de justice, de démocratie et d'équité. Nous devrions donc empêcher leur développement dès maintenant, en construisant des solidarités concrètes entre les luttes et en développant un programme pour l'amélioration des conditions de vie de la population majoritaire. En traitant le problème à la source et en présentant des alternatives viables et enviables, nous réduirons la portée des idées fascistes et autoritaires ainsi que le risque de voir de tels mouvements s'emparer du pouvoir politique.

²⁴ <https://www.truthorfiction.com/did-elon-musk-tweet-we-will-coup-whomever-we-want-deal-with-it/>

4. Un changement de système est nécessaire – Ce qui doit être fait

Le capitalisme a besoin de mener une croissance matérielle perpétuelle pour se maintenir en vie. De plus, nous savons que la croissance économique matérielle et la croissance de l'exploitation des ressources naturelles (majoritairement fossiles) sont indissociables, alors même que ces dernières sont limitées. Une croissance perpétuelle n'est un problème que si elle est insoutenable et on entend souvent qu'un passage au tout renouvelable résoudrait ce problème. Mais aussi "vertes" que soient les technologies et les sources d'énergie mises en place pour maintenir cette croissance, l'extraction des ressources et la destruction de l'environnement induites par le renouvelable ainsi que les changements physiques effectués pour transformer nos écosystèmes sont irréversibles. Aucune tentative technologique de "régénération" ne pourra réduire cette destruction. Toute activité humaine industrielle étant nécessairement destructrice de l'environnement, il est sage de la maintenir au niveau le plus bas.

Pendant plus d'une année de manifestations et d'actions, la Grève du Climat a fait pression sur les institutions pour mettre en lumière l'urgence de la situation climatique, réclamer un bilan net nul d'ici 2030 et pour exiger la justice climatique. Avec la Grève féministe, elle a donné lieu à des manifestations d'une ampleur rarement vue en Suisse. Si la généralisation de la prise de conscience du problème écologique s'est accélérée, le changement de cap politique nécessaire n'est toujours pas arrivé, le système accélérant au contraire son rythme intenable. Après avoir pris la rue, il est désormais temps de construire un rapport de force plus large pour répondre à l'enjeu immense qui se présente à nous : celui de questionner et transformer considérablement les fondements et logiques du système dans sa totalité.

En effet, selon les scénarios climatiques nationaux CH2018²⁵ et internationaux²⁶, un changement profond et immédiat des structures économiques et sociales est nécessaire pour conserver une chance d'éviter un emballement du système climatique. Si la population peut, en agissant à l'échelle individuelle, agir sur environ un quart des émissions de gaz à effet de serre, seules les mesures politiques permettront d'agir sur les trois quarts restants, qui dépendent du cadre légal, des financements publics et des structures institutionnelles²⁷. Afin de préserver notre avenir et celui des générations futures, il est donc vital et urgent de

²⁵ NCCS, CH2018 Scénarios climatiques pour la Suisse. Zurich : National Centre for Climate Services (2018).

²⁶ PNUE, Rapport 2019 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions. Nairobi : Programme des Nations Unies pour l'environnement (2019).

²⁷ Carbone4, Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique, Paris : Carbone4 (2019).

continuer à se mobiliser pour exiger des pouvoirs politiques qu'ils agissent dans tous les secteurs de manière à les rendre compatibles avec les limites écologiques.

Suppression du paragraphe « We need a transformative change », son contenu étant déjà présent dans plusieurs autres paragraphes

Points de basculement

Pour parvenir à changer de système, nous devons actionner différents points de basculement qui précipiteront des changements immédiats et transformateurs. Les points de basculement (tipping points) ne sont pas uniquement de nature écologique, mais ils peuvent être idéologiques, matériels et/ou sociaux. En utilisant ce concept, nous souhaitons d'une part rappeler l'urgence écologique, d'autre part montrer qu'un changement sans précédent, global et positif est possible.

Une vision (non) linéaire

Suppression de deux paragraphes

Nous vivons dans des écosystèmes complexes et interdépendants, dynamiques et instables. Nous devons convier cette vision non linéaire afin d'illustrer qu'un changement sans précédent est possible ! Surtout, la convier pour démontrer que l'inaction politique d'aujourd'hui produira des conséquences cataclysmiques (voir la partie sur les points de basculement).

La place financière

La Suisse produit entre 3% et 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre,²⁸ principalement au travers de sa place financière (gestion de fortune privée et institutionnelle, banques commerciales et de détail, financement du négoce de matières première, etc.), alors que notre population ne représente que 0.1% de la population mondiale, et cela depuis plusieurs décennies.²⁹

Si l'on désire tenir le budget carbone qui nous permettrait de rester en dessous de la limite des 1.5°C de réchauffement global par rapport aux niveaux préindustriels, tout en prenant en compte les incertitudes liées aux boucles de rétroaction, au dégel du permafrost, etc., il est évident que les énergies fossiles doivent rester dans le sol et, de facto, les financements des infrastructures fossiles s'arrêter immédiatement.

²⁸ Masterplan climat Suisse, Alliance Climatique Suisse, 2016 ; Global Carbon Project, Global Carbon Atlas, 2017.

²⁹ OFS, The World Bank ; census de 2017.

Par conséquent, il est indéniable que la place financière suisse est notre principal levier d'actions pour sortir stricto sensu du paradigme des énergies fossiles. Plus globalement, une telle transformation aurait un effet systémique – il s'agirait d'un point de basculement – en raison de l'instabilité, l'interdépendance et la mondialisation du secteur financier. Bien évidemment, le risque d'un effondrement globalisé du système financier – et d'autres systèmes par effet domino – est une hypothèse à prendre sérieusement en compte comme nous l'a démontré, dans une moindre mesure, la pandémie de la Covid-19.

En raison de la catastrophe écologique, nous estimons également que la place financière constitue la cible de prédilection pour unir les différents mouvements et organisations antiracistes, démocratiques, écologistes, féministes, humanistes et sociales sous une stratégie commune et unitaire.

Selon nous, la place financière constitue un point de basculement clé, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, pour opérer une transformation des logiques de notre système financier capitaliste. Les effets de leviers auront des conséquences sur les niveaux local, cantonal, national et international.

Mouvement de masse

Lors de crises politiques, les masses s'engagent plus ou moins spontanément dans l'espace public et la lutte sociale. De tels événements trouvent leur expression la plus flagrante dans des protestations de masse (émeute, grève ou manifestation). À ce titre, un mouvement de masse se définit par un soutien public ainsi qu'une participation active ou passive d'une grande partie de la population. Toutefois, l'élan spontané des masses est souvent éphémère, fonctionnant de ce fait par l'intermédiaire de *momentum* qui permet à toute la société d'accélérer la prise de conscience collective sur certains enjeux, voire même de changer certaines structures et mécanismes d'un système hégémonique.

Qui doit agir et pourquoi ?

Les changements sociaux sont le résultat de l'engagement des masses dans l'espace politique. Mais qui sont ces masses ? Et qui sont les personnes et groupes qui agissent activement pour les mettre en mouvement et les organiser ?

Comme l'affirme Daniel Tanuro : "Le problème stratégique clé est que le sujet théoriquement tout désigné de l'alternative anticapitaliste – le monde du travail – reste majoritairement à l'écart du combat écologique ". Cependant, il souligne également que certains syndicats soucieux de combiner lutte sociale et lutte écologiste avaient mis en avant l'exigence d'une

“transition juste”³⁰. Hier comme aujourd’hui, il est inimaginable de démocratiser et transformer la production, décider de transporter moins et partager mieux sans un engagement durable et radical de la part de la très grande majorité des travailleurEUsExs.

Partant de cette analyse, on peut affirmer qu’il n'existe qu’une lutte à la fois écologique et sociale. Il convient de souligner que cette lutte se compose toutefois de luttes différentes, aujourd’hui encore disjointes : lutte des salariéEs, des paysanNEs, des peuples autochtones, des femmes, des jeunes, de la communauté LGBTQIA+, des personnes racisées et des personnes pauvres ou précaires. En effet, toutes ces luttes développent à des degrés variables un projet anti-système. À ce titre, il est important de reconnaître que le monde du travail est à l’arrière-garde, tandis que la Vía Campesina et les peuples autochtones sont à l’avant-garde³¹. A contrario, l’arrière-garde correspond aux groupes les moins conscients de la nécessité d’une rupture objective avec le capitalisme pour résoudre les désastres écologiques.

De la même manière, lorsque nous défendons la thèse de la convergence des luttes, nous n’entendons jamais une fusion complète de ces différents fronts, mais plutôt une collaboration active et concrète sur la base d’intérêts et projets communs. Plus précisément, nous pensons qu’il faut “donc construire une convergence des luttes autour de l’hypothèse stratégique que les secteurs les plus avancés pourront aider les autres à combler leur retard. Il va de soi qu’il ne s’agit pas d’instrumentaliser qui que ce soit : la convergence doit se faire dans le strict respect de l’autonomie des mouvements. L’objectif est d’ailleurs un alignement vers le haut, pas un consensus au niveau le plus bas. L’idée est de créer, à partir des questions écologiques, des situations de crise politique et sociale dans lesquelles une partie au moins du mouvement ouvrier comprendra que son intérêt véritable est de lutter contre le productivisme ”.³²

Escalade

Lors de la troisième réunion nationale (11-12 mai 2019), nous avons accepté la proposition “2020 we escalate” affirmant que comme il n’y a eu jusqu’à présent aucune réelle amélioration de la politique climatique malgré des grèves régulières, la pression doit être accrue. De ce fait, le mouvement doit donc s’engager dans une direction qui exercera, dans le cadre du codex d’action, une pression croissante sur la politique, les institutions et

³⁰ Daniel Tanuro, Trop tard pour être pessimistes ! Écosocialisme ou effondrement, Préface de Michael Löwy, Éditions Textuel, Paris, 2020, p. 281

³¹ On nomme “avant-garde” les groupes politiques qui amènent les autres groupes à leur niveau de conscience de classe, écologique, féministe ou anti-raciste, afin d’engager des changements systémique.

³² D. Tanuro, op. cit., p. 285-286.

l'économie si rien ne se passe. Pour cela, la présente stratégie implique des échéances concrètes.

Nous réaffirmons la nécessité d'envisager une escalade générale et des escalades spécifiques pour créer du mouvement, de l'instabilité et, surtout, générer de la tension et de la pression dans un conflit ouvert envers les différentes institutions économiques et politiques qui concentrent le pouvoir, tout en s'alliant à certains acteurs RICEs lors de ces grandes confrontations.

Plus précisément, nous esquissons plusieurs manières de monter en puissance :

1. En adoptant des modes d'action qui s'éloignent progressivement de ceux préconisés par l'opinion publique ;
2. En augmentant la dimension subversive et transformatrice de nos objectifs et revendications ;
3. En rentrant publiquement en conflit avec des cibles précises et tactiques afin de mener une guerre pour la conquête de l'hégémonie culturelle ;
4. En concentrant, dans un temps limité et sur des sujets spécifiques, la grande majorité de nos forces militantes, et/ou en permettant à une masse critique de la population de s'y investir provisoirement.

Pour bien comprendre l'importance d'une stratégie d'escalade, il faut s'arrêter sur le concept de la "fenêtre d'Overton", une métaphore désignant l'ensemble des idées, opinions ou pratiques considérées comme acceptables dans l'opinion publique d'une société donnée. Plus précisément, la fenêtre d'Overton est une approche qui permet d'identifier les idées définissant le domaine d'acceptabilité des politiques gouvernementales possibles dans le cadre d'une "démocratie". Les mouvements politiques agissant en dehors de la fenêtre d'Overton – comme la Grève du Climat – cherchent à faire évoluer l'opinion publique afin de déplacer et/ou élargir ce spectre. A contrario, les acteurs RICEs agissant dans la fenêtre – et soutenant les politiques actuelles, ou similaires – cherchent à convaincre l'opinion publique que les politiques situées en dehors du cadre en vigueur doivent être considérées comme inacceptables. Les différentes étapes menant au centre de la fenêtre sont les suivantes : impensable, radical, acceptable, raisonnable, populaire et politique.

Que peut-on en tirer concrètement ? En tant que mouvement social à visée transformatrice, la Grève du Climat doit adopter des positions impensables et/ou radicales, tout en créant et profitant de momentum d'escalade afin de rendre ses discours subséquemment acceptables, raisonnables, populaires et politiques, que ce soit au sein des institutions ou auprès de la population. Pour cela, tous les *media* indépendants et traditionnels seront des vecteurs et outils de modification de la fenêtre d'Overton. Actuellement, la pire décision pour

la Grève du Climat serait, à notre avis, de rester en phase avec ce qui est considéré comme politiquement acceptable, car une telle position ne permettrait aucunement de souligner la portée de la catastrophe écologique et sociale que nous traversons. Surtout, nous risquons à très court terme d'être marginalisé³³ – même en maintenant des positions consensuelles – lorsque les institutions économiques et politiques seront incapables de répondre à cette crise systémique.

Suppression du paragraphe « Radicality ». Son contenu était déjà présent dans d'autres parties du document

Les outils institutionnels : pourquoi devons-nous les utiliser minutieusement ?

Chance ou malchance, nous disposons en Suisse d'outils institutionnels – certes limités et instrumentalisés par une minorité bourgeoise – pour exercer un contrôle et une volonté populaire souveraine. Également, les élections sont omniprésentes au niveau local, cantonal et fédéral, constituant ainsi une grande partie de l'agenda de la politique institutionnelle suisse.

Récemment, la Grève du Climat a mené plusieurs discussions afin de savoir si la politique institutionnelle avait échoué à répondre adéquatement à la catastrophe écologique. Selon nous, c'est effectivement le cas. Toutefois, nous ne partageons pas certaines conclusions qui voudraient, de facto, abandonner totalement ce que certains appellent maladroitement "la politique institutionnelle". La politique a horreur du vide... Si des acteurs disparaissent de la scène politique traditionnelle, d'autres occuperont cette place, le plus souvent des forces défavorables à notre vision globale. Paragraphe supprimé Au final, notre approche des outils institutionnels dépend des objectifs que nous nous fixons et de la méthode employée.

À ce titre, nous souhaitons rappeler qu'au travers d'un recours régulier à certains outils institutionnels tels que l'initiative ou le référendum, certaines organisations mènent avec plus ou moins de succès une guerre hégémonique depuis plusieurs décennies. L'exemple de l'UDC illustre parfaitement cela. En se saisissant continuellement des outils institutions de la démocratie directe, ce parti bourgeois est parvenu à réunir une importante partie de la

³³ Quel meilleur exemple que la catégorisation (#DictatureÉcologique) attribuée par certains partis politiques – certains qui déclaraient publiquement leur soutien à nos revendications – lors des derniers débats sur la révision de la loi sur le CO2. On peut constater le même phénomène avec les campagnes répressives actives – même de la gauche politique – à l'encontre des actions d'Extinction Rébellion. Dit autrement, nous sommes parvenu·e·s à mettre l'urgence climatique, le net nul d'ici 2030 au centre de la fenêtre, mais nous sommes actuellement en train d'y être éjecté·e·s en raison des actions et attaques de nos opposant·e·s.

population sous les thématiques d'un anti-européanisme primaire et la crainte d'une "immigration massive", présentée comme la racine de tous les maux de notre société contemporaine, tout en se présentant comme les hérauts de la démocratie directe. Par conséquent, ces outils permettent d'atteindre directement une audience de masse, et cela même pour des organisations très minoritaires, tout en forçant l'ensemble de la société civile et politique à prendre position sur un enjeu spécifique et, parfois même, très marginal.

En aucun cas, cependant, il ne faut fétichiser ces outils institutionnels. Ils ne mèneront pas aux changements nécessaires. De ce fait, il convient de les utiliser minutieusement en définissant clairement des objectifs réalistes pour notre mouvement. Dans tous les cas, il faut rappeler à la population que la politique institutionnelle ne les sauvera pas afin de ne pas légitimer ces institutions. Un autre exemple limpide est celui de l'élection complémentaire au Conseil d'État vaudois menée par la Grève du Climat Vaud. Leur slogan : "Le Conseil d'État ne nous sauvera pas : Grève générale le 15 mai 2020". Un outil institutionnel pour un message anti-institutionnel. Toutefois, ces campagnes pédagogiques à portée transformatrice doivent rester ponctuelles dans leur conception et réalisation (cela requiert une organisation différente qu'à notre habitude), car nous ne devons pas nous épuiser physiquement et psychologiquement pour de telles échéances **afin de ne pas entraver nos autres projets et moyens de lutte.**

Selon nous, la meilleure manière de faire usage des outils de la démocratie directe est d'encourager les organisations plus institutionnelles qui continueront à recourir à l'initiative à le faire en portant des propositions radicales et transformatrices. En effet, il faut éviter l'impasse de l'Initiative des Glaciers (voir section "état du mouvement écologiste"). De plus, il faut encourager ces différentes organisations à constituer lorsqu'il le faut les fronts les plus larges possibles (ex. de l'Initiative des multinationales responsables) tout en y participant, mais sans refuser parfois de se retrouver temporairement en minorité pour défendre une position radicale et nécessaire (ex. de la neutralité carbone 2030 avec la loi sur le CO2). Dans tous les cas, il faut envisager ces moments comme le développement d'un rapport de force, la création d'un momentum, en d'autres termes en les intégrant comme une tactique nécessaire et temporaire faisant partie d'une stratégie plus globale.

La question de la violence

Qu'est-ce que la violence ? La violence constitue un large spectre. La violence est inhérente au pouvoir, elle est présente partout en politique. Tout pouvoir détermine ce qu'est la violence, dans quelles conditions et contre qui elle peut être utilisée de manière légitime. Dans notre société, conformément à l'hégémonie culturelle, la définition de la violence ne permet que des actions très peu disruptives, dans la mesure où briser une fenêtre est déjà considéré comme un acte violent. À l'inverse, l'État bénéficie d'une grande marge de

manœuvre dans son usage de la violence, dans la mesure où laisser des personnes sans domicile fixe dormir de la rue en plein hiver n'est pas considéré comme un acte violent.

Quelles sont les conclusions pratiques à tirer de cet état de fait ? 1) Diffuser une nouvelle conception de la violence en insistant sur la violence systémique. 2) Elargir le spectre de la violence socialement acceptée grâce à des actions plus disruptives.

La classification de nos actions comme violentes ou non-violentes n'est pas donc importante pour nous. Ce qui compte, c'est les conséquences positives et négatives pour notre mouvement, au regard de nos objectifs politiques. Il est donc central de libérer nos actions des dogmes et de prôner une diversité des tactiques.

Au-delà de la violence et de la non-violence : vers l'action directe libérée!

Dès la deuxième réunion nationale (23-24 février 2019), nous avons accepté un codex stipulant les règles quant aux actions pouvant être organisées et/ou revendiquées par la Grève du Climat. Lors de la troisième réunion nationale (11-12 mai 2019), nous avons également accepté un codex complémentaire de solidarité précisant que la Grève du Climat soutiendra activement toutes les actions revendiquées en son nom et, de facto, chaque activiste y participant. Plus précisément pour ce point, le codex de solidarité reconnaît "par ailleurs la nécessité d'une diversité des modes d'action, et nous montrons solidaires des autres formes d'activisme, même si elles n'optent pas pour la même stratégie que nous".

Bien évidemment, une telle affirmation se doit d'être discutée, remise en question et transformée dans le cadre d'une proposition stratégique unitaire. S'il s'agit de l'une des questions les plus complexes (violence Vs. non-violence), les points de tension sont surtout de l'ordre tactique³⁴. Ce point est crucial, car avant même de discuter des tactiques à employer, il faut déjà savoir ce que nous essayons de faire. Seules des esquisses de réponses seront fournies dans notre analyse globale, nous devons activement et collectivement comprendre ce que nous désirons faire (définir une vision) : amener les personnes à croire qu'un monde meilleur est possible ? Miner la légitimité des institutions du capitalisme mondial ? Revendiquer de l'espace en dehors de la réalité logoïsée, marchandisée et dominée par les médias ? Encourager la désertion tant au cœur des institutions financières et industrielles que parmi ceux qui sont appelés à faire leur sale travail, comme la police et l'armée qui, quand ils nous répriment, agissent contre les intérêts d'une classe qui est aussi la leur ? Créer une société alternative ; vivre le changement ; construire les réseaux de soutien dont nous avons besoin en tant que mouvement et en tant que communautés locales, afin de mener cette lutte tout en commençant à explorer des

³⁴ Pour la grande partie de notre réflexion sur cette question, nous vous recommandons la lecture suivante : Starhawk, "Au delà de la violence et de la non-violence", Terrestres n°9, 22 novembre 2019. Extrait disponible en ligne : <https://www.terrestres.org/2019/11/22/au-dela-de-la-violence-et-de-la-non-violence/> 42

façons justes et durables de nous nourrir, nous loger, nous habiller, nous abriter, prendre soin de nous et nous activer ?

Clarifiant nos intentions, nous pouvons désormais construire une diversité cohérente de tactiques en dépassant la vision binaire violence/non-violence pour s'orienter vers l'action directe libérée³⁵. Cela revient également à affirmer qu'il faut établir un dialogue parmi un spectre de groupes aussi étendu que possible, sans qu'aucune organisation ou aucun groupe ne prenne l'ascendant, en tenant activement en compte de la diversité en matière d'oppression de race, de classe et de genre autant que de la diversité de philosophies politiques, comprenant qu'il n'existe pas un seul groupe ou une seule tactique qui détienne ou définisse le mouvement, qu'il y a des moments où nous voulons nous organiser ensemble et avons besoin de faire des compromis et de négocier, et d'autres moments où nous pouvons préférer organiser des structures parallèles; encourager la formation de blocs et groupes d'affinités ; encourager le développement d'un spectre de cibles, tactiques et stratégies qui incluent plusieurs degrés de risque ; comprendre aussi que plus les tactiques relèvent de la confrontation, plus le message se doit d'être clair et plus nous devons être sûrs que nos tactiques disposent d'une base de soutien ; accepter que nous ne pouvons pas nécessairement mener nos actions en toute sécurité ; mettre en place des réseaux permanents de solidarité ; plutôt que de décréter une série de lignes de conduite disant aux personnes ce qu'il ne faut pas faire, les associations et les groupes annonceraient leurs intentions quant à ce qu'ils veulent vraiment.

Désobéissance de masse

La désobéissance individuelle est intéressante, mais elle est insuffisante. Nous avons besoin d'une désobéissance collective active et massive dans tous les secteurs de la société. Pour cela, il est non seulement nécessaire de construire des groupes/organismes affinitaires, mais surtout de s'organiser en masse afin de prévoir des événements permettant une escalade raisonnée et stratégique.

³⁵ Starhawk (référence précédente) : "Le but d'une 'action directe libérée' est de permettre aux personnes de percevoir qu'un monde meilleur est possible, qu'elles peuvent faire quelque chose pour le faire exister et qu'elles sont des alliées de valeur dans cette lutte. Et donc, faire naître ce monde dans la lutte elle-même, être la révolution, donner corps à ce que nous voulons créer, le préfigurer. Une 'action directe libérée' ne se borne pas à rejeter ou à limiter certaines tactiques ; elle recherche, de façon active et créative, des actions qui préfigurent le monde que nous voulons créer, qui lui donnent corps. Elle emploie des symboles à bon escient mais elle est plus que symbolique ; elle fait obstacle à des opérations d'oppression et propose des alternatives porteuses de confrontation. Une 'action directe libérée' signifie donner puissance à la radicalité de notre imagination et revendiquer l'espace nécessaire pour faire exister nos visions : c'est la magie définie comme 'l'art de changer la conscience à volonté'. Elle défie la structure même du pouvoir et s'oppose à toutes les formes de domination et à tous les systèmes de contrôle en donnant corps à la liberté, à la démocratie directe, à la solidarité et elle commence par la clarté des intentions, avant même d'évoquer la diversité des tactiques. Ce qui signifie qu'avant de décider quelle tactique adopter il nous faut savoir ce que nous essayons de faire".

Des organisations de masse

Une organisation de masse est un organisme sectoriel - ou non - évoluant autour d'un mouvement ou d'un parti politique. Par exemple, l'Union Syndicale Suisse (USS) autour du Parti Socialiste Suisse (PSS), l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) autour de l'Union Démocratique du Centre (UDC) ou, dans une certaine mesure, la Grève pour l'Avenir autour de la Grève du Climat. De ce fait, chaque organisation de masse a un public déterminé selon des critères variables (genre, catégorie professionnelle, cause sociale, âge, modes d'action, etc.). Elle a pour objectif de toucher toute la catégorie visée, au-delà des rangs d'une organisation politique. Toutefois, cette dernière doit susciter la création et aider activement le développement de ces associations. Ces organismes politiques sont non seulement nécessaires pour l'élaboration de certaines idées et projets (théorie) ainsi que leur diffusion active (agitation et propagande), mais surtout pour leur concrétisation (action et organisation).

Pas seulement la “désobéissance civile”

Dans l'inconscient collectif, la désobéissance est immédiatement et intrinsèquement liée à la “désobéissance civile”. Contrairement à la révolte conventionnelle, la désobéissance civile est une forme de résistance qui refuse d'être complice d'un pouvoir jugé illégitime et de nourrir ce pouvoir par sa propre coopération. Cependant, il est plus que jamais important de s'intéresser à toutes les formes que peut prendre la désobéissance et pas uniquement à la tradition de la désobéissance civile qui renvoie systématiquement aux mêmes événements et figures historiques, en manquant par ailleurs souvent une historicisation rigoureuse de ces récits. Par conséquent, selon nous, il est préférable d'envisager l'idée de la résistance, le droit légitime à y recourir et, plus largement, le refus d'obéir aveuglément à des autorités et pouvoirs illégitimes. À ce titre, nous devons activement travailler à décoloniser notre imaginaire de certains récits ultra-dominants et, par extension, s'intéresser aux histoires qui se situent en marge de la société. Partant de cela, nous estimons qu'il est désormais nécessaire d'envisager concrètement une désobéissance consciente et globale, variant selon les échelles, les régions, les groupes politiques ou sociaux y recourant toujours dans une démarche organique et solidaire. Au sein d'une organisation telle que la Grève du Climat, ces tactiques de résistance peuvent et doivent répondre à des nécessités subjectives et objectives. Dans tous les cas, il convient désormais d'atteindre un état permanent de non-coopération – active ou passive – avec la grande majorité des institutions économiques et politiques de l'actuel système. Une atmosphère généralisée de rébellion est une condition pré-figurative de changements mondiaux. À nous d'y contribuer.

Grèves générales

Résoudre le dilemme écologique et social de nos jours implique de rompre avec l'actuel système économique, fondé sur la croissance perpétuelle et l'accumulation du profit. Malgré l'urgence et malgré une mobilisation quasiment permanente depuis décembre 2018, le mouvement pour le climat n'a pas, pour l'heure, obtenu d'avancées concrètes en termes politiques.

Pourtant, par le passé, des mouvements ont pu arracher des victoires, partielles et temporaires, mais bien réelles. Des choses que nous considérons aujourd'hui comme allant de soi (le droit à des vacances, le système des retraites, les assurances sociales, la fin du travail des enfants, etc.) étaient autrefois considérées comme "impossibles". Elles étaient « utopiques » et sont pourtant devenues réalité.

Les objectifs de la Grève du Climat ont également tout d'une utopie, dans le cadre du système économique et politique actuel. Ils paraissent éloignés, presque hors d'atteinte, tout en étant urgents et nécessaires. Comment dépasser cette contradiction ? Il est utile de prendre quelques exemples historiques, qui ont rendu possible de nombreuses avancées sociales au siècle dernier.

Sans les travailleurEUSExs, toute production s'arrête !

La grève est donc un outil de lutte extrêmement puissant ! À ce titre, les grandes grèves du XXe siècle constituent d'excellents exemples. La grève signifie l'arrêt du travail, par les travailleurEUSExs, de façon coordonnée et contre la volonté du patronat. Par l'arrêt du travail, les salariéExs utilisent leur pouvoir collectif afin de créer un rapport de force permettant d'entrer en négociation avec les directions d'entreprises, voire avec l'État, afin d'améliorer leurs conditions de travail, revendiquer de meilleurs salaires, etc. L'organisation collective des travailleurEUSExs à travers les syndicats permet d'organiser ces luttes et de les coordonner entre elles.

Une grève ne doit pas être confondue avec une manifestation, même si ces deux modes d'action peuvent très bien se combiner. Lors d'une grève, il est en effet fréquent que les salariéExs descendent dans la rue pour exprimer leurs revendications, souvent rejointExs par d'autres personnes ou groupements qui souhaitent les soutenir. Les grévistes peuvent aussi occuper leur lieu de travail, organiser des piquets d'information ou tenir des assemblées pour décider démocratiquement de la suite de la lutte.

Une grève peut se limiter à une seule entreprise, mais elle peut aussi s'étendre à une branche entière, à plusieurs branches, voire à plusieurs secteurs. On parle de "grève

générale” lorsque la grève s’étend à l’ensemble d’un territoire donné et à un grand nombre de branches. Par un arrêt du travail massif, une grève générale est capable de bloquer l’économie d’un pays entier. Bien que l’imaginaire collectif associe souvent l’idée de grève générale à des scènes de violence, il convient de noter que de nombreuses grèves générales ont été motivées par des objectifs essentiellement pacifistes, tentant parfois même de mettre fin à des guerres ou de les empêcher. Comme toute action réellement perturbatrice, une grève peut déclencher une répression violente de la part de l’État. Ce fut d’ailleurs le cas de la grève générale de 1918 en Suisse qui, bien qu’ayant été un échec, a posé les jalons de luttes à venir³⁶.

Mais pourquoi l’État et le patronat craignent-ils à ce point les grèves ? Sans doute parce qu’une grève, si elle réussit, rend visible le véritable pouvoir des travailleurEUsExs. La force de la grève ne se limite en effet pas à un blocage temporaire de l’économie : elle permet une prise de conscience extrêmement rapide et radicale de la force collective des genTEUs, ce qui dissipe l’illusion d’éternité et d’invincibilité du capitalisme et peut ainsi déstabiliser les pouvoirs en place.

La Grève générale de 1936 en France

Cette prise de conscience qu’une autre société est possible passe par la pratique même de la grève et par l’organisation concrète de salariéEUs dans la lutte. Par exemple, lors des grèves de 1936 en France, les grévistes ont organisé les services minimaux (de production et d’approvisionnement de la population). Par la mise en pratique de la démocratie directe sur les lieux de travail, dans les villages et les quartiers, une grande quantité de personnes ont commencé à comprendre qu’il était possible de faire tourner la société sans les patrons et sans l’État. Cela rendait la situation potentiellement révolutionnaire en France.

En 1936, en France, ces ingrédients ont créé une situation de double pouvoir (pouvoir ouvrier vs pouvoir capitaliste/étatique). Contrairement à une idée répandue, ce n’est pas simplement un gouvernement de gauche démocratiquement élu qui a mis en œuvre les revendications du mouvement ouvrier, la conquête de ces droits s’est faite sur fond d’une grève générale prolongée.

Une fois les Accords de Matignon signés entre l’État, le patronat et les syndicats, un mouvement de grève s’est poursuivi, car les ouvrierEREUs trouvaient que les accords n’allaient pas assez loin. Face à une situation sur laquelle elles n’avaient plus aucun

³⁶ La grève de 1918 a constitué un terreau important à la mise en avant des problématiques de la Suisse à cette époque. Les thématiques comme celles du droit de vote des femmes et de leur éligibilité, la mise en place d’une assurance invalidité, ou encore la semaine à 48 heures étaient alors abordées. Néanmoins, c’est sur le long terme que ces revendications ont pu prendre corps dans la société suisse

contrôle, les organisations patronales ont accepté de signer de nouveaux accords, afin de favoriser un retour rapide à la normale et d'empêcher qu'une révolution ne se produise. Ce n'est qu'à ce moment-là que le droit aux congés payés a effectivement été reconnu en France.

Cet exemple nous montre que la couleur politique des institutions démocratiques n'est en rien suffisante au progrès social : certaines revendications ne peuvent être atteintes que si le mouvement social lui-même représente une menace réelle pour l'ordre existant.

Convergences et divergences

La Grève du Climat est un mouvement apartisan qui ne se situe pas, à proprement parler, dans le spectre politique. Toutefois elle est, en tant que mouvement social, éminemment politique. Nous sommes un mouvement mondial et solidaire. Pour cela, nous participons aux actions internationales comme la grève mondiale de FridaysForFuture et d'autres actions mondiales permettant de montrer notre solidarité et notre conscience quant au fait que de nombreux problèmes ne peuvent qu'être résolus à l'échelle mondiale.

Nous devons mieux comprendre les convergences et divergences que nous avons actuellement -ou qui pourraient prochainement exister- avec certains groupes, mouvements ou organisations. Pour cela, nous proposons d'utiliser le concept de "spectre de soutien" qui est un outil stratégique permettant d'examiner l'éventail des forces et des groupes sociaux, répartis sur un spectre allant de ceux qui sont les opposantEs les plus dévouéEs à ceux qui sont les partisanEs les plus actifEs. Cet outil peut aider à déterminer comment les tactiques doivent être planifiées en fonction de leur capacité à attirer ou non des alliéEs clés ; encourager des efforts de mobilisation plus optimistes en réalisant qu'il n'est pas nécessaire de rallier tout le monde à notre point de vue ; et évaluer les cas où un groupe doit faire plus de recherches sur les alliéEs.

Dès lors, les questions urgentes que nous devons nous poser sont les suivantes : comment se positionnent les différentes institutions et organisations sur ce "spectre de soutien" concernant la Grève du Climat ? Qui sont les personnes faisant activement et passivement partie du mouvement ? Qui sont nos alliéEs actifEs ? Et passifEs ? Qui sont ceux qui adoptent une position de neutralité ? De la même manière, qui sont nos opposantEs actifEs ? Et passifEs ? De manière plus générale, comment peut-on créer des synergies ciblées et positives à court et long terme ? En d'autres termes, avec qui pourrions-nous construire des alliances de circonstance et/ou durables ? Souhaitons-nous nous opposer frontalement et ouvertement à certaines organisations ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons et sous quelles formes ?

Qui sont nos alliéExs ?

Qui sont les personnes faisant partie du mouvement ?

- Majoritairement des gymnasiENExs et étudiantExs universitaires hors des réseaux militants pré-existants.
- Un certain nombre de personnes faisant déjà partie d'autres associations ou collectifs écologistes.
- Variable selon les régions, des militantExs (plus expérimentéExs) des jeunesses socialiste (JS) et verte (JV).
- Variable selon les régions, des militantExs plus expérimentéExs des mouvements et organisations politiques d'extrême-gauche (voir ci-dessous).
- Une minorité de personnes actives dans le monde du travail qu'iels soient en formation ou non. Par extension, une minorité de personnes plus âgées.
- Plusieurs scientifiques.
- Etc.

Et les alliéExs actifIVExs ?

- Extinction Rebellion.
- La direction de l'Alliance Climatique et certaines composantes du mouvement écologiste.
- Une partie minoritaire du mouvement paysanNEExs par l'intermédiaire d'associations comme Agriculture du Futur, les Raisins de la Colère ou encore Uniterre.
- Une partie de nos ainéExs par l'intermédiaire d'association comme les Grands-Parents pour le Climat **ou les Parents pour le climat.**
- Les organisations et réseaux de la décroissance.
- Les milieux autonomes.
- Les mouvements et organisations politiques de gauche radicale (BFS/MPS, solidaritéS ou POP/PST).
- Les jeunesses socialiste (JS) et verte (JV).
- Les franges les plus radicales du mouvement féministe et syndical.
- CertainExs acteurRICEExs du monde académique/scientifique.
- Etc.

Et les alliéExs passifIVExs ?

- Les autres associations écologistes plus conventionnelles.
- La Grève féministe.
- Les directions syndicales.
- Les organisations politiques de gauche (Parti Socialiste Suisse ou les Vert·e·s).

- Etc.

Qui est en position de neutralité ?

- Les différentes composantes du mouvement antiraciste suisse.
- Etc.

Qui sont nos opposantExs passifIVExs?

- La grande majorité du monde paysan.
- La direction et la base du Parti libéral-radical (PLR).
- Etc.

Et les opposantExs actifIVExs ?

- La place financière.
- Les sociétés transnationales.
- La direction de l'Union démocratique du Centre (UDC).
- Les organisations fascistes et réactionnaires.
- L'élite économique et politique.
- Etc.

Enfin, nous souhaitons rappeler que la “grande reconfiguration” de l'enjeu climatique a eu lieu lors de la première phase d'émergence de la Grève du Climat. À défaut de crises politiques aiguës, ces équilibres restent stables. Si nous désirons activement reconfigurer le spectre de soutien, nous devons recourir à la tactique de la “polarisation” temporaire ou permanente par l'intermédiaire de nouveaux modes d'actions disruptives ou en prenant des positions radicales sur certaines thématiques afin de pouvoir créer un antagonisme actif face à certainExs “ennemiExs”.³⁷

Transversalité

La transversalité se concentre sur la façon dont les catégories sociales définies par les oppressions racistes, validistes, de genre, de classe, d'orientation sexuelle, religieuses ou touchant d'autres aspects de notre identité interagissent à de multiples niveaux, contribuant à la discrimination, à l'exclusion, à l'inégalité sociale et à l'injustice systémique. L'approche **transversale** vise à rendre visibles et à traiter les divers privilèges et oppressions dont nous sommes toutes victimes afin de construire un mouvement militant plus juste, plus inclusif et plus cohérent. **En tant que concept, la transversalité est issue de l'intersectionnalité, concept**

³⁷ Pour creuser le sujet, voir le chapitre “The Dividers” from Mark Engler & Paul Engler, This Is An Uprising. How Nonviolent Revolt Is Shaping the Twenty-first Century, Bold Type Books, New York, p. 197 – 223. 49

théorisé par Kimberlé Crenshaw en 1989, dans le contexte des luttes féministes noires aux États-Unis et qui, dans ce cas précis, décrivait la transversalité de luttes féministes au sein de quartiers pauvres habités par des des personnes noires.

Dans le mouvement pour la justice climatique, une analyse de la transversalité permet de clarifier pourquoi nous ne pouvons pas simplement nous battre pour une version plus verte et plus propre du système actuel en réduisant les émissions, en arrêtant la déforestation et en passant à des énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire. L'effondrement de nos écosystèmes et les catastrophes telles que les ouragans et les marées noires ont toujours eu un impact plus important sur certaines catégories de personnes que sur d'autres : typiquement, ce sont les communautés ayant le moins accès à certaines ressources, telles que des logements adéquats ou des connaissances spécifiques, qui sont le plus touchées par la dévastation économique qui accompagne l'effondrement écologique. L'environnementalisme transversal est l'analyse qui permet d'affirmer que les injustices écologiques comportent toutes un volet social. Les questions sociales telles que le racisme, les discriminations sexistes, les clivages entre zones urbaines et rurales et la pauvreté sont toutes façonnées par l'injustice environnementale.

Lorsque nous pensons à la vulnérabilité au changement climatique, nous ne pouvons pas l'envisager sous un angle géographique unique, mais devons plutôt la considérer comme un processus multidimensionnel. Nous devons placer au premier plan de notre compréhension les questions sociales cruciales d'équité, d'accès, de distribution et de causalité par rapport à l'exposition aux conséquences de la crise climatique. Par conséquent, lorsque nous faisons pression pour la justice climatique, nous devons également faire pression pour la justice sociale.

Les objectifs de développement durable (ODDs) existent pour reconnaître l'intersection des questions environnementales, sociales, politiques et économiques. Par conséquent, il convient de souligner la nécessité pour les pays, les gouvernements, les organisations et les institutions de s'attaquer à l'injustice sociale et à l'injustice climatique en tant que problèmes liés entre eux et solutions liées entre elles. Et que ces solutions doivent être soutenues par l'équité des responsabilités, et non par le "business as usual" des nations développées.

Par conséquent, la véritable justice climatique consiste à relier les points entre le climat et les injustices sociales et à les aborder ensemble pour construire des communautés résilientes et équitables, tout en accordant "une attention particulière aux besoins des communautés défavorisées et marginalisées". Pourquoi ? Parce qu'elles sont les plus exposées aux nombreux fardeaux géographiques et sociaux du changement climatique – qu'il s'agisse de l'augmentation de la température en Haïti, des inondations au Bangladesh

ou de l'asthme au Royaume-Uni – que les nations développées les plus riches ont historiquement causées.

Programme de transition

Le programme de transition est une démarche, un outil qui se veut répondre à une crise systémique à l'aide d'une double temporalité, celle du maintenant et celle de l'après, ainsi qu'en trouvant une cohérence entre ces deux moments disjoints. Si entre ces deux réalités, il n'y a rien, alors il faut construire des ponts concrets entre ces deux mondes, surtout si nous ne pouvons le rattraper par la propagande. Ainsi, le programme de transition doit porter un projet alternatif entremêlant ce qui est objectivement indispensable, soit répondre à l'état actuel des désastres écologiques, à ce qui est subjectivement désirable, l'espoir qu'un monde meilleur est possible.

Des revendications transitoires

Le programme de transition doit être composé de trois types de revendications : les revendications immédiates, démocratiques et transitoires. Qu'est-ce qu'une revendication transitoire ? Contrairement à la revendication immédiate qui peut être implémentée au sein du système existant, la revendication transitoire n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme, permettant ainsi de lier la nécessité objective d'une rupture avec ce dernier avec l'envie de voir les conditions de (sur)vie s'améliorer. Ce type de revendication vise notamment à mobiliser et radicaliser les masses en leur permettant d'entrevoir un monde qu'ils ne pourront construire qu'en dépassant le système économique actuel qui détruit toute possibilité de réalisation de cette utopie. Quant aux revendications démocratiques, elles sont celles qui permettent de reprendre collectivement le pouvoir sur notre avenir et nos vies. Bien évidemment, ces trois types de revendications doivent interagir entre elles, ce n'est ni de l'ordre de l'ultimatum "à prendre ou à laisser" ni de l'ordre du fractionnement complet.

Outil de la transition/rupture

Pour réaliser une telle rupture systémique, le programme de transition doit également contenir des propositions de mise en place de contre-pouvoirs et d'auto-organisation qui, non seulement, peuvent dessiner les contours d'une planification démocratique et autogestionnaire, mais surtout qui seront les lieux/organes d'où pourrait surgir la contestation du pouvoir.

Des ponts entre les mouvements et le monde de demain

Enfin, le programme de transition se veut être une démarche ouvertement pédagogique de la mobilisation et de la radicalisation des masses en leur permettant de se mettre en mouvement au sein d'un projet conscient, commun et global de rupture avec le système capitaliste. En favorisant un cadre large et pluriel, il permet aux différentes luttes d'interagir et prendre conscience de leur destinée collective en formulant leurs doléances et esquissant des projets concrets pour y parvenir. Nous concernant directement, la prise de conscience progressive devrait amener la population à la conclusion que pour répondre à la réalité objective des désastres écologique, il faut désormais renverser le système capitaliste pour en transformer les fondements et finalités.

Décentralisation

Pour construire des structures politiques alternatives et un mouvement démocratique à la base, nous devons décentraliser la majorité de nos activités selon le principe de subsidiarité et favoriser l'autonomie maximale des groupes locaux et régionaux.

Diversité d'actions

Afin de pouvoir s'activer quotidiennement et rester en contact avec la majorité de la population, nous devons favoriser proactivement une diversité d'actions dans tous les groupes locaux et régionaux en mutualisant les expériences et savoirs au travers de nos réseaux. De plus, nous restons attachés à l'actuel codex d'action de la Grève du Climat. Enfin, nous devons encourager le droit à l'expérimentation, que cela se conclut par une réussite ou un échec. Ce n'est qu'en expérimentant que nous trouverons les meilleures voies pour transformer la société.

Diversité d'échelle

Afin de parvenir à l'ensemble de nos revendications, nous aurons besoin d'évoluer à toutes les échelles possibles (individuelle, affinitaire, locale, cantonale, régionale, nationale, continentale et internationale). Au lieu de rejeter certaines de ces échelles, nous devons réfléchir à nos besoins concrets pour mettre en œuvre la pluralité des actions et projets que nous souhaitons mener à bien.

Démocratisation totale

Pour faire face aux critiques de la "dictature verte", nous défendons une démocratisation totale de la société. Cela veut dire que nous souhaitons que chaque personne puisse participer également aux choix la concernant que cela soit à la maison, dans nos quartiers, sur les lieux de formation, dans toute organisation associative ou politique ainsi

que sur les lieux de travail. Ainsi, nous pourrions mieux répartir le pouvoir et (re)donner aux personnes la capacité d'agir collectivement et souverainement.

Fédéralisme

Pour tisser la toile du soulèvement, nous pensons qu'un système fédéraliste entre différentes organisations et à plusieurs niveaux est nécessaire pour créer du lien, échanger des idées, développer des actions et construire des alternatives collectives ou mutualiser certains savoirs théoriques et pratiques.

Une alternative

Notre objectif n'est pas seulement de détruire le pouvoir écocide en place mais aussi de lutter pour ce qui émergera ensuite. Afin de mobiliser un maximum de personnes et de garder l'espoir de transformer la société, nous devons présenter des alternatives concrètes.

Le système en place tente de faire croire à la population qu'une alternative n'existe pas et que les choses ont toujours été et seront toujours telles qu'elles le sont aujourd'hui. C'est bien sûr faux ! Nous devons donc porter un contre-discours, avec des valeurs centrales telles que la démocratie, la solidarité ou encore l'égalité.

Il est central de proposer des alternatives, des projets de société qui pourraient parler à la majorité de la population. Dans cette production d'alternatives possibles, le rôle des imaginaires est central. Nous devons pouvoir nous imaginer concrètement à quoi ressembleront ces alternatives. Pour cela, tant l'art, en permettant de visualiser cette alternative, que l'histoire, en présentant des exemples d'alternatives historiques, peuvent jouer un rôle important. Il convient bien sûr également de mettre en avant les alternatives existant aujourd'hui.

Seule la présentation d'alternatives nous permettra de sortir de nombreuses personnes du fatalisme et de susciter l'espoir qu'une société solidaire, égalitaire et écologique est possible. C'est avec cet espoir et la conviction que des alternatives sont possibles que nous parviendrons réellement à les mettre en place.

Comment développer cette alternative ?

La Grève du Climat ne peut pas développer cette alternative seule. C'est un processus qui doit se produire de manière collective, avec toutes les personnes qui s'engagent et qui luttent pour transformer la société. Cette réflexion doit avant tout se dérouler de manière très locale, dans des espaces tels que les groupes locaux et les assemblées populaires. Des assemblées à plus grande échelle (p.ex. nationale) pourraient également avoir lieu, pour mettre en commun les idées développées à un niveau local et discuter d'enjeux dépassant l'échelle locale.

Il est essentiel de ne pas seulement rester sur le plan théorique mais de mettre en place les alternatives élaborées partout où c'est possible. Enfin, il est important de réussir à préserver une cohérence générale entre les différents aspects des alternatives élaborées.

Agriculture

Les luttes paysannes sont nombreuses et interconnectées et ce partout dans le monde. Le mouvement international La Via campesina, actif depuis plusieurs décennies et dont Uniterre est la branche suisse a mis en lumière les aspects communs des luttes des paysanNEs et des travailleurEUSEs rurauxALEs partout dans le monde. Tous sont affectés par les politiques néolibérales mises en place par les États ainsi que par les pratiques écocides et déloyales de l'agro-industrie. De nombreuses propositions stratégiques et juridiques sont à lire dans la déclaration sur le droit des paysanNEs et autres personnes travaillant en zone rurale adoptée en décembre 2018 dans le cadre du conseil des Droits Humains des Nations Unies. Ce texte est le fruit de nombreuses années de négociations de la part de communautés rurales, autochtones et autres producteurRICEs d'aliments. Les droits des paysanNEs et l'agroécologie sont des luttes essentielles tout d'abord parce que ce sont les populations paysannes qui, plus que quiconque, détiennent les connaissances ancestrales pour faire face et s'adapter au changement climatique ; mais également parce que seules des productions locales, diversifiées et libérées des énergies fossiles, couplées avec des politiques visant à limiter le dumping et à garantir des prix justes pour les producteursRICEs peuvent faire face aux crises à venir tant sur le plan climatique que sanitaire et économique. Le rôle de la Grève du Climat Suisse est de comprendre et amplifier les luttes de ces acteursRICEs essentiels, de lutter au sein de l'opinion publique et des institutions pour qu'elles soient entendues et pour que des circuits courts de distribution soient mis en place et que le duopole Coop/Migros qui fixe des prix insoutenables soit brisé afin de rendre les produits paysans accessibles à toute la population. Le GT "Agriculture du Futur", actif au niveau national et régional, sert de lien avec et de soutien envers le monde paysan. Il doit faciliter le transfert de connaissances envers le reste du mouvement qui, à son tour, est responsable de poursuivre et approfondir ce travail afin d'obtenir des avancées concrètes tant au niveau de la politique qu'au niveau des habitudes de consommation de la population.

Des campagnes internationales

Les réalités des organisations, collectifs et groupes luttant pour la justice climatique dans le monde sont très différentes. Alors que certains appellent à la grève générale, d'autres estiment que discuter avec les institutions et l'opinion publique est tout ce qu'ils peuvent faire. Alors que certains pays organisent d'énormes manifestations et remplissent ou bloquent leurs villes ou villages, d'autres s'expriment encadrés par l'armée ou au risque

de leurs vies. D'autres encore n'ont nulle part où manifester parce que leurs territoires et communautés ont été détruits par des événements météorologiques extrêmes ou par l'accaparement de leurs terres par de grandes multinationales.

Malgré ces contextes très différents, nous comprenons que nous luttons contre des ennemis communs (les multinationales, les politiques néolibérales et leurs constructions juridiques garantissant leur impunité) et avançons vers des objectifs similaires, qu'il s'agisse de la relocalisation de la production, la décarbonisation de l'économie, la liberté et la démocratie sur ce qui nous concerne et l'accès pour toutes au droits essentiels que sont la santé, l'éducation, la culture, la santé, une alimentation saine et suffisante, la dignité dans nos lieux de vie, de formation et de travail.

Là aussi, en tant que collectif opérant dans un contexte privilégié particulièrement proche des détenteurTRICEs de pouvoirs, la Grève du Climat Suisse a la responsabilité d'enquêter, mettre en lumière et démanteler les entités écocides et créatrices de précarité opérant depuis la Suisse. En effet, une partie impressionnante d'entreprises opérant dans les secteurs tels que la finance, l'agroalimentaire, la pharma ou la cimenterie domiciliées en Suisse détiennent de tristes records, qu'il s'agisse de pollution, d'émission ou d'impact dans le Sud Global. Nous devons par ailleurs soutenir et nourrir des réseaux d'échanges d'informations et de constructions de solidarités permettant de soutenir concrètement les luttes locales, régionales et internationales tout en faisant un travail conscient et systématique de résistance, de prise de conscience et de mobilisation là où nous vivons, toujours en visant la justice et la dignité sans faille pour les personnes les plus précaires et marginalisées. L'histoire et les luttes du Sud Global nous l'enseignent : l'antiracisme, la lutte contre les oppressions de genre ou de classe doivent être au centre de toutes nos réflexions.

Crises politiques : instabilité et dynamique de pouvoir

Une crise politique (ou crise de pouvoir) apparaît lorsqu'une population perd toute confiance dans son régime politique ou le gouvernement. Plus largement, une crise politique est une phase importante dans l'évolution de la situation politique d'un État : elle peut entraîner des grèves, des manifestations, des mouvements sociaux, des émeutes ou, plus largement, du désordre social ou même une révolte, voire une guerre civile. En effet, cette situation constitue généralement un terrain favorable à l'instabilité générale et, par conséquent, à des changements importants voire systémiques. Parfois, ces moments exceptionnels peuvent déboucher sur l'apparition de nouvelles formes de régime ou sur une alternance de gouvernements ou institutions fédérant la vie économique, sociale et politique.

Point(s) de rupture

D'une manière ou d'une autre, nous devons parvenir à des points de rupture, voire même un point de non-retour sur le plan des idées, institutions, mécanismes, normes ou valeurs. En d'autres termes, entamer le dépassement de l'idéologie dominante de notre époque, pour espérer que l'ordre social soit bouleversé et que les fondements de notre société soient questionnés, changés et/ou détruits. Un tel désordre, bien évidemment, appelle un besoin de compréhension, c'est-à-dire le besoin de rationaliser un réel qui semble échapper aux modalités d'interprétations habituelles. C'est à ce moment qu'il est plus que jamais possible d'expliquer et montrer qu'un autre monde est possible et s'y engager collectivement, sans compromis, pour le faire advenir.

Dualité du pouvoir (ou lorsque le pouvoir craint le changement)

Atteindre la situation extraordinaire d'une dualité du pouvoir (d'un double pouvoir) est notre meilleure chance de pouvoir dépasser et/ou transformer le système économique et social actuel, à l'origine des catastrophes écologiques. La dualité de pouvoir est une situation dans laquelle il y a deux sources de pouvoir en dispute. C'est l'ultime forme d'instabilité qu'un système économique et politique peut connaître.

Comme l'avons souligné à de nombreuses reprises, ceux qui dominent les différentes sphères de la société ne céderont (presque) rien à ceux qui désirent construire une société écologique et socialement soutenable sans énergies fossiles. Les énergies fossiles sont le carburant physique et symbolique de leur pouvoir. Par conséquent, la sortie des énergies fossiles passera forcément par un processus de dualité du pouvoir puisque nous devons littéralement enlever l'aliment principal de toute notre civilisation thermo-industrielle, celui qui permet l'accumulation capitaliste, l'appropriation par les plus riches de cette planète de la plus grande partie des ressources. Pour cela, il faudra contester totalement le pouvoir en place pour le transformer radicalement et/ou le faire disparaître définitivement.

Pour parvenir à une telle situation toutefois, un long processus de confrontation, de conscientisation, d'éducation, d'expérimentation, de mobilisation et d'organisation doit préalablement se déployer activement à toutes les échelles de la société. Sans la création d'une culture alternative, sans la mise en place et fédération de structures et luttes pouvant contester les pouvoirs en place, nous ne serons ni en mesure d'engendrer la situation d'une dualité du pouvoir ni résister durablement à une offensive sérieuse et sans pitié des dominantEXs, nos opposantEXs.

Concernant les désastres écologiques, la dualité du pouvoir pourrait nous amener dans une phase d'accélération exponentielle de la transformation globale des finalités et fondements de nos sociétés contemporaines. La seule réponse d'un pouvoir en place désirant maintenir sa position hégémonique sera de fournir des solutions concrètes et radicales à la crise

climatique pour récupérer le consentement du peuple. Si une réelle conscience de classe et écologique est développée au sein de la majorité de la population, celle-ci n'acceptera aucunement des mesures illusoires et insuffisantes, réclamant légitimement et systématiquement des réponses toujours plus adaptées à la reconversion éco-sociale immédiate et globale (effet de ping-pong), tout en se mobilisant activement pour le renversement d'un tel État si cela s'avérait nécessaire et possible à une situation donnée.

5. Ce que nous devons faire

Maintenant, il convient de s'arrêter sur ce que nous pouvons et devons faire afin de se rapprocher de nos objectifs.

Actions

D'après nous, le terme "d'action" définit, d'une part, les projets concrets que nous souhaitons réaliser nationalement (exemple de la Grève pour l'Avenir), d'autre part, des priorités politiques, c'est-à-dire des actions plus abstraites et vagues (exemple de la convergence avec certainEs acteurICEs).

Projets

Ci-dessous, nous présenterons nos projets que l'on peut diviser en deux catégories :

- 1) la Grève pour l'Avenir et le programme de transition (Green New Deal)
- 2) Le référendum sur la loi sur le CO2 et l'initiative sur l'AVS

Il y a aussi un certain nombre de projets que nous ne souhaitons pas porter mais soutenir activement :

- Transformation de la place financière
- Initiative sur les pesticides
- Référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie

De la Grève pour l'Avenir à la Grève générale

La Grève pour l'Avenir doit rester le principal projet de la Grève du Climat. Toutefois, il convient d'en clarifier les buts, la structure et les tâches les plus urgentes. En résumé, la Grève pour l'Avenir visait initialement l'élargissement de la mobilisation pour la justice climatique à l'ensemble de la population active dans le monde du travail et, dans la mesure du possible, l'organiser pour faire des grèves économiques le vendredi 15 mai 2020.

Pour cela, nous avons également convenu de joindre temporairement nos forces à celles de différentes organisations (syndicats, Grève féministe, associations écologistes, partis politiques, etc.).

Concernant la structure de la Grève pour l'Avenir, la Grève du Climat a créé différents groupes de travail, dont le mandat n'est pas systématiquement clair, voire même qui se recoupent entre eux. En effet, pouvons-nous, aujourd'hui, affirmer que les groupes Strike for Future, Workers for Future, Others Actors & Workers and unions ne se superposent pas ?

Ne sont-ils pas la conséquence d'une certaine fragmentation idéologique au sein de certains groupes locaux ? Pour créer une réelle coopération positive et transparente, il conviendra de restructurer l'ensemble de ces groupes de travail.

De manière plus globale, la Grève pour l'Avenir doit être comprise comme une étape nous permettant de fragiliser la paix du travail, franchir un seuil de conscience au sein de la population, lier certaines luttes émancipatrices entre elles, et, surtout, organiser la population au sein de structures autonomes de l'appareil d'État (groupes locaux), en vue de potentielles grèves sectorielles, voire d'une grève générale.

Pour mieux s'organiser nationalement, une première réunion nationale de la Grève pour l'Avenir aura lieu le dimanche 13 septembre. À cette occasion, il sera notamment question de trouver une date pour la/les prochaine(s) journée(s) d'action. En tant que Grève du Climat, nous souhaitons pousser les échéances suivantes :

- Une première mobilisation nationale intermédiaire et décentralisée le vendredi 13 ou 20 février en tant que date "tremplin" ;
- Plusieurs journées d'action décentralisées et centralisées du 11 au 13 juin afin de s'aligner avec la très probable prochaine grève féministe le lundi 14 juin 2021 :
- Le vendredi 11 juin, une journée nationale d'actions et grèves décentralisée et participative comme originellement prévue le vendredi 15 mai 2020 ;
- Le samedi 12 juin, la deuxième vague d'actions du projet à l'encontre de la place financière suisse en recourant à l'action directe libérée dans les trois villes suivantes : Berne, Genève & Zürich ;
- Le dimanche 13 juin, une journée nationale d'assemblées populaires de manière décentralisée, festive et participative ;
- Le lundi 14 juin, la prochaine journée de mobilisation de la Grève féministe ?

Si nous souhaitons nous aligner sur le calendrier de la Grève féministe, c'est principalement pour que toutes les forces syndicales (mais pas uniquement!) ne soient pas divisées entre deux ou trois échéances distinctes sur plusieurs mois. Idéalement, une échéance commune nous permettrait une bien meilleure coordination. Toutefois, il est important de garder également nos identités respectives pour parvenir à mobiliser de très nombreuses personnes. Enfin, nous souhaitons commencer à former un front uni dans toute la diversité de nos mouvements.

Concernant les structures organisationnelles de la Grève pour l'Avenir, nous souhaitons différencier ce que nous pouvons et devons faire autonomement au sein de la Grève du Climat et ce que nous pouvons faire avec les autres acteurRICEs.

Lors de la première réunion nationale de la Grève pour l'Avenir, les participantEs choisiront souverainement la structure à mettre en place pour atteindre des objectifs communs.

Régionalement, nous souhaitons encourager les régions à adopter une structure organisationnelle similaire à celle des cantons de Genève, Neuchâtel ou Vaud, comme le montrent les appels faisant le bilan de la Grève pour l'Avenir.

Au sein de la Grève du Climat, nous souhaitons garder, transformer et créer les structures suivantes :

- 1) Le maintien du groupe général national "Strike for Future" en organisant le moins de rencontres possibles.
- 2) La fusion des groupes de travail "Other actors" & "Workers & Unions" sous un seul groupe : Convergences.
- 3) La création d'un groupe "Strike for Future – Education" avec le mandat, d'une part, de mieux se documenter sur les grèves économiques, l'histoire des grèves générales, les liens entre justice climatique et droit des travailleur·euse·s, soit toutes les thématiques qui serviront à construire une conscience de classe et écologique ; d'autre part, former un petit groupe de personnes à intervenir au sein des collectifs de travailleur·euse·s préexistants, dans des soirées d'information, etc..
- 4) La création d'un groupe "Strike for Future – Transitional Program" avec le mandat, d'une part, de discuter et s'inspirer du Climate Action Plan au sein des groupes locaux, d'autre part, d'organiser la démarche du programme de transition au sein de la Grève pour l'Avenir.

Par conséquent, nous souhaitons supprimer tous les autres groupes nationaux concernant la Grève pour l'Avenir qui ne nous semblent pas nécessaires.

Climate Action Plan et/ou Green New Deal ?

Avant d'introduire la proposition du Green New Deal, il convient de prendre conscience de l'ampleur et des multiples conséquences de l'événement que nous venons individuellement et collectivement de vivre : la pandémie du Covid-19. Une donnée fondamentale doit désormais, et malheureusement, primer sur les autres : la récession économique mondiale, même en Suisse. L'intérêt matériel immédiat est désormais acté. La fin du mois prime sur la fin du monde, c'est indéniable, même si pour nous, il s'agit du même combat. Qui voudrait d'un autre monde qui ressemble étrangement à l'ancien monde ? Un monde où l'idée fondamentale serait de réduire pour réduire dans une logique économiste et scientifique... Notre donnée fondamentale et protéiforme doit être celle de la justice: raciale, climatique, démocratique, fiscale et sociale !

Toutes les formes de domination perpétuent les injustices en place... Ce système doit changer. D'autres horizons sont possibles. Nous avons besoin d'un vecteur pour transmettre notre vision. Nous avons besoin d'un Green New Deal.

Actuellement, la Grève du Climat est en train de finaliser son Plan d'Action Climatique (Climate Action Plan). Malgré les nombreuses ressources humaines qui se sont activées dans ce projet, force est de constater que ce plan n'est ni une solution adaptée à la situation actuelle ni une proposition plébiscitée et portée par l'ensemble de notre mouvement. Nos principales critiques sont les suivantes :

1. La technicité des solutions de ce plan
2. Son approche cloisonnée et disciplinaire
3. La totale absence de vision
4. Ses nombreuses incohérences, certaines fondamentales
5. Il est hors de la réalité matérielle (contingences économiques, politiques et sociales) et idéologiques.

Cependant, nous ne souhaitons pas abandonner totalement le Plan d'Action Climatique. Nous pensons qu'il s'agit d'une base de discussion et formation à l'interne de la Grève du Climat, voire même à l'externe en le publiant en libre accès. En l'utilisant comme outil médiatique, nous pourrions également démontrer le sérieux de notre démarche tout en soulignant ses nombreuses limites et montrant les nouvelles voies à suivre. Enfin, nous souhaitons utiliser les faits scientifiques et certaines parties du Plan d'Action Climatique comme base de travail pour le Green New Deal, en particulier pour les éléments relatifs à la crise climatique.

Contrairement au Plan d'Action Climatique, un Green New Deal adoptant sérieusement la démarche expliquée auparavant du plan de transition serait un outil d'intervention politique pour :

- Créer une vision simple, positive, ambitieuse, subversive, transformative et transmissible
- Dépasser la vision climato-centrée pour une vision holistique et interdépendante (démocratique, écologique, sociale, ...) tout en flirtant avec les mesures impopulaires
- Lutter contre une fausse relance économique "verte" (exemple du European Green Deal) ainsi que contre la récession économique et l'austérité, en générant et valorisant des activités/emplois soutenablement écologiquement et socialement
- Lutter contre le totalitarisme du libre-marché et l'extrême droite

- Soulever des masses de soutien auprès des différentes couches de la population et organisations politiques autour d'un projet fédérateur souhaitant rompre avec le système capitaliste et néolibéral pour construire un front écologique et social en forgeant de nouvelles alliances
- S'inscrire dans un mouvement international de rupture avec le "vieux monde" et l'inscrire dans les perspectives locale, cantonale et nationale
- Concrétiser nos trois revendications nationales ainsi que la clause de changement de système
- Se servir de la puissance de l'urgence afin de résister à toute forme de procrastination;
- Proposer une alternative à la loi sur le CO2 et aux autres (futurs) Green New Deal ;
- Construire une transition radicale, plurielle et unitaire.

Nous désirons toutefois insister sur un élément essentiel. Un Green New Deal ne peut se concevoir qu'avec une émulation réelle des forces politiques qui souhaitent se mobiliser durablement pour un tel projet. Un Green New Deal de la Grève du Climat n'a presque aucun intérêt. Il s'agirait d'un autre Plan d'Action Climatique. Nous en avons déjà un. C'est pourquoi, nous désirons proposer le Green New Deal comme notre cinquième revendication nationale et principale revendication unitaire de la Grève pour l'Avenir.

Il s'agit surtout d'un cadre et d'une vision (en d'autres termes, une plateforme) permettant aux différentes organisations de pouvoir travailler ensemble sur un avenir en commun et désirable.

Maintenant, nous aimerions mettre en évidence certaines conditions préalables et axes politiques (sous forme de mots d'ordre) qui pourraient structurer un Green New Deal en Suisse:

- Pour la justice climatique : "changeons le système, pas le climat"
- Urgence climatique, désastres écologiques et limites planétaires
- "L'impossible capitalisme vert" : contre-offensives et ruptures systémiques³⁸
- Pour une décroissance immédiate, juste et solidaire : décarbonation, décommodification, décolonisation et démocratisation totale
- Inégalités environnementales, sanitaires et sociales ;
- Care Work is Green Work : Un autre **Green New Deal** est possible – il est féministe³⁹

³⁸ Nous reprenons directement cette expression de l'ouvrage de l'agronome et militant écosocialiste Daniel Tanuro : L'impossible capitalisme vert, Éditions La Découverte, Paris, 2010.

³⁹ Nous reprenons directement cette citation d'un article de Stefania Barca, « Within and beyond the Pandemic. Demanding a Care Income and a Feminist Green New Deal for Europe », Undisciplined Environments, 07 avril 2020

- Pour un tournant agroécologique ;
- Entre passé et présent : l'impérialisme suisse et sa politique néocoloniale ;
- Une place financière écocide ;
- Un paradis fiscal pour des multinationales irresponsables.

Ce que nous proposons concrètement :

- Dans l'attente de la publication finale du Climate Action Plan, la création d'un groupe de travail "Strike for Future – Transitional Program" (voir ci-dessus) pour poser les bases d'un **Green New Deal**.
- Après la publication du Plan d'Action Climatique, création d'un groupe de travail "Climate Action Plan – Education" pour mener un travail d'éducation interne et externe sur la base de ce travail.
- Proposer à la Grève pour l'Avenir d'adopter la revendication transitoire d'un programme de transition, le **Green New Deal**.

Construction de structures alternatives

Le changement doit s'opérer sur le terrain. Il ne faut pas attendre des institutions, qu'elles soient fédérales, cantonales ou communales, qu'elles le fassent à notre place. Il est impératif de mettre en place des associations, coopératives, locaux, bars, etc, piliers de la résistance et de la résilience.

Il faut encourager les petites fermes, les jardins permacoles, les associations de quartiers zéro déchet, les syndicats, les espaces de discussions ; créer du mouvement là, devant nos portes.

Ces structures doivent être politiques. Autrement dit, elles doivent avoir conscience de leur rôle dans une dynamique de dualité du pouvoir et de mise en échec de certaines institutions.

Elles doivent pouvoir à terme financer/rémunérer leurs membres pour les faire sortir des mains des grands patrons et du capitalisme. Elles ne doivent pas seulement être les hobbies de personnes privilégiées qui peuvent le faire sur leur "temps libre". ChacunEx doit pouvoir être acteurICE du changement et de sa libération.

Cela doit être un projet important de la Grève du Climat, ou plutôt des multitudes de petits projets. Dans l'idéal, chaque groupe local devrait avoir son ou ses propres projets. Chaque groupe local doit pouvoir avoir son "lieu de vie", son local à matériel, son lieu de réunion. La Grève du Climat doit activement financer ces projets (loyers, charges, etc.) jusqu'à

l'indépendance financière du projet, et aussi pleinement les encourager. On peut imaginer un site web ou un projet "commun" pour fédérer cette multitude de créations locales.

Cet idéal va de pair avec des idées comme celui d'un Revenu de Transition Écologique (RTE), mais encore une fois nous devons être proactifs et créer ce changement dès maintenant. La Grève du Climat nationale a les moyens de financer des projets, et il ne faut pas attendre de l'État qu'il les mette en place.

Désobéissance et transformation du secteur financier

Comme nous l'avons mentionné auparavant, la place financière constitue la cible à privilégier. De plus, parmi toutes les thématiques, la question de l'impact écocide de la place financière est désormais un enjeu consensuel entre toutes les actrices du mouvement écologiste, les composantes de la gauche politique (et même au-delà) et auprès d'une partie de la population⁴⁰.

C'est pourquoi nous désirons porter un projet transformateur contre de la place financière au sein d'une alliance unitaire large en recourant à trois modes d'action : la désobéissance civile de masse (1), l'initiative populaire (2) ainsi que le développement et la mise en réseau d'alternatives (3). Peu importe son résultat, nous estimons que le projet Debout pour le Changement est déjà une étape importante vers la fédération informelle d'une série d'organisations écologistes autour de la désobéissance de masse.

Ce qu'il manque actuellement à ce projet, ce sont des perspectives politiques et stratégiques à moyen terme. Selon nous, Debout pour le Changement porte les germes d'une organisation plus ou moins similaire à celle d'Ende Gelände en Allemagne. Si nous désirons réellement défier la place financière suisse, nous devons impérativement construire une coalition large et radicale qui accepterait de s'engager simultanément sur ces trois axes d'intervention, même si, bien évidemment, chaque personne et/ou organisation a un rôle spécifique à jouer. Pour cela, nous pensons qu'il est nécessaire d'engager un projet national et unitaire en fédérant certains mouvements et organisations politiques.

En premier lieu, nous souhaitons recourir à la désobéissance civile de masse à l'encontre de la place financière suisse. Plus précisément, nous souhaitons organiser des vagues d'actions toujours plus massives et planifiées sur plusieurs années à l'encontre de trois acteurs spécifiques : la Banque Nationale Suisse (BNS), le Crédit Suisse, et l'Union des Banques Suisses (UBS). De ce fait, nous souhaitons également poursuivre la bonne

⁴⁰ Depuis la troisième réunion nationale de la Grève du Climat, nous défendons déjà certaines revendications concernant la place financière suisse. Force est de constater toutefois que les actions engagées n'ont pas réellement fonctionné.

collaboration au sein de Debout pour le Changement et l'étendre à d'autres organisations qui sont actuellement en prise avec la justice (ou non!) concernant des actions directes non-violentes à l'encontre de la place financière. Nous avons besoin de renforcer la pression sur ces institutions écocides, engager une confrontation non-violente pour les décrédibiliser, montrer leur vrai visage et surtout, lancer une véritable vague d'indignation à leur encontre.

Deuxièmement, nous souhaitons encourager l'Alliance Climatique, qui a sérieusement envisagé recourir à plusieurs reprises aux initiatives populaires, à porter des projets réellement subversifs et transformateurs. De ce fait, nous désirons activement éviter une nouvelle impasse comme avec l'Initiative des Glaciers (voir la rubrique "état du mouvement écologiste").

En faisant cela, nous pourrions créer un *momentum* autour des actions de désobéissance et inclure un maximum de personnes dans une démarche institutionnelle et bien connue en les encourageant à rejoindre les deux autres axes du projet. Enfin, les processus de récoltes et campagnes sont des outils d'intervention cruciaux pour théoriser et transmettre certaines idées ainsi qu'organiser des masses autour de certains enjeux, en particulier si nous pouvons mettre de nombreuses personnes en mouvement sur des bases transformatrices.

Plus concrètement, nous aimerions proposer deux thématiques pour les initiatives populaires⁴¹ :

1. La fin des investissements écocides et fossiles pour toutes les institutions financières (initiative lancée par l'Alliance climatique et autres organisations)
2. Une transformation du système de la prévoyance vieillesse en faisant fusionner les premier et deuxième piliers (AVS et LPP).

Si la première initiative ne soulève, certainement, aucune opposition idéologique ou stratégique, la deuxième thématique peut, quant à elle, soulever certaines questions.

Avant d'expliquer concrètement les intérêts du projet sur le système de prévoyance, il convient de comprendre qu'en raison de l'initiative populaire et des actions directes à l'encontre de la place financière, nos opposantEs (les milieux économiques, les partis de droite et, dans une certaine mesure, les médias) expliqueront que nous allons mettre en péril la prospérité matérielle des habitantEs de la Suisse déjà fragilisés par la crise économique et sanitaire, voire même déstabiliser le système économique dans son ensemble.

⁴¹ Les contenus exacts de ces initiatives populaires seraient à définir ultérieurement avec les autres organisations et mouvements politiques.

Cela est vrai. Il faut l'assumer et s'y préparer. C'est pourquoi la Grève du Climat doit également se battre pour que le mouvement écologiste, féministe et syndical (et au-delà) s'engage ensemble sur une initiative populaire transformatrice qui permettrait de faire converger concrètement ces différentes organisations au sein d'un front uni.

Ci-dessous, nous exposons les principaux arguments en faveur de l'initiative populaire sur le système de prévoyance :

1. La prévoyance vieillesse est, selon un sondage récent, la première préoccupation de la population suisse alors que le dérèglement climatique occupe la troisième position⁴².
2. La Grève féministe va certainement s'engager dans un référendum contre la réforme AVS 21 qui vise à augmenter l'âge de la retraite des femmes à 65 ans, après l'échec de sa sœur jumelle (la réforme Prévoyance vieillesse 2020) en 2017. Il s'agit notamment de l'un des événements déclencheurs de la Grève féministe en 2019. Les femmes étant les premières à souffrir de l'inégalité du système actuel⁴³.
3. L'assurances-vieillesse et survivants (AVS) constitue l'un des acquis tardifs de la Grève générale de 1918 en Suisse, soit l'une des victoires matérielles et symboliques les plus importantes du mouvement syndical et, par extension, du Parti socialiste suisse. Aujourd'hui, elle se retrouve sérieusement menacée par les partis de droite.
4. Le désinvestissement des caisses de pension (et pas seulement !) est également l'une des batailles les plus importantes du mouvement écologiste en Suisse. Pour le moment, toutefois, aucune solution contraignante et systémique n'a été présentée par celui-ci, ce qui constitue l'une de ses faiblesses majeures.
5. En novembre 2019, le lobby des aînés a alerté sur la situation dramatique de nombreuses personnes retraitées, les appelant même à se saisir de la rue si des solutions durables et efficaces n'étaient pas trouvées⁴⁴. Depuis de nombreuses années, en Suisse, la précarité des personnes âgées ne cesse d'augmenter⁴⁵.
6. Les réformes qui sont actuellement envisagées ne prennent jamais sérieusement en compte les critères écologiques. Par conséquent, ces solutions ne sont pas durables.

Concernant l'implication de la Grève du Climat au sein de ces initiatives populaires, elle doit

⁴² ATS, "Prévoyance vieillesse, climat, politique d'asile : qu'est-ce qui préoccupe le plus les Suisses ?", Le Nouvelliste, 19 février 2020.

⁴³ Herranz Sylviane, "Une insulte à l'égard des femmes!", L'Événement syndical n°33/34, 12 août 2020 ; Wuthrich Bernard, "La fièvre monte autour de la réforme AVS 21", Le Temps, 07 août 2020.

⁴⁴ Meyer Aline, "Le troisième âge à bout de souffle", RTS Swissinfo, 11 novembre 2019.

⁴⁵ Boschetti P. et Nicol Xavier, "Quand je serai vieux, je serai pauvre", RTS Infrarouge, 07 septembre 2019.

se réduire à son minimum. Celle sur la place financière devrait idéalement être portée par un réseau d'associations écologistes (surtout pour les signatures !) gravitant autour de l'Alliance Climatique. Celle sur la prévoyance vieillesse devrait être portée équitablement par les différentes composantes mentionnées ci-dessus, en incluant un maximum la société civile (voir l'exemple de l'Initiative des multinationales responsables).

Dans tous les cas, si ces discussions étaient plutôt défavorable à ces projets, la Grève du Climat ne devrait aucunement s'engager seule dans cette/ces aventure/s.

Troisièmement, nous devons documenter et développer les structures alternatives et les mettre en réseaux entre elles ainsi qu'avec toutes les personnes qui s'engageraient ou entendraient parler de ces actions (voir le projet "Construire les structures alternatives"). Des banques alternatives, des monnaies locales, une économie de la gratuité et du don ou le revenu de transition écologique sont parmi les principales alternatives permettant l'engagement massif d'une partie de la population dans une forme de résistance collective et revendiquée contre l'économie capitaliste et productiviste, et cela au sein d'un mouvement plus large recourant également à la désobéissance de masse.

Ce que nous proposons concrètement :

- Présenter l'idée générale du projet et les initiatives populaires lors de la réunion "stratégie" de l'Alliance Climatique le lundi 14 septembre.
- L'organisation en novembre 2020 d'une première grande journée unitaire pour toutes les personnes et organisations intéressées à rejoindre le projet.
- Créer un groupe de travail en charge d'approfondir le projet et concrétiser l'organisation de cette journée.
- En décembre 2020, une dernière campagne du GT Banques de la Grève du Climat concernant l'inaction de la place financière suisse vis-à-vis de nos revendications sur ce secteur.

Référendum de la loi sur le CO₂

Avec ce projet, nous souhaitons nous opposer publiquement à la dernière révision de la loi sur le CO₂⁴⁶. Depuis le Sommet de la Terre à Rio en juin 1992, la loi sur le CO₂ est la principale action politique mise en place par le gouvernement fédéral helvétique afin de répondre aux enjeux du dérèglement climatique⁴⁷.

⁴⁶ Un document détaillé avait déjà été produit par Steven (Vaud) ce printemps au sujet d'un potentiel référendum de la Grève du Climat sur la loi sur le CO₂. Nous serons ici plus brefs, mais vous invitons à vous référer à ce document si vous souhaitez une analyse plus détaillée. Lien vers la proposition: <https://mypads.framapad.org/mypads/?/mypads/group/loi-co2-v81s3c7qy/pad/view/loi-co2-3y11qs7fi>

⁴⁷ Pour un historique de l'évolution des versions de la loi sur le CO₂, voir ce document:

Concrètement, la Grève du Climat pourrait adopter trois positions différentes :

1. Soutien actif à la révision de la loi sur le CO₂.
2. Ni opposition, ni soutien. Mais si nous faisons ce choix de ne pas nous positionner, cela revient en pratique à soutenir la loi, même si nous ne l'approuvons pas. En effet, les médias et l'opinion publique assimilent notre position à celle de la coalition qui défend la loi, dont le Parti socialiste et les Vert-e-s font aussi partie.
3. Opposition active à la révision de la loi sur le CO₂.

Nous ne ferons pas ici d'analyse détaillée de l'ensemble de l'actuelle loi sur le CO₂. Nous souhaitons par contre illustrer ses défauts majeurs :

1. Les objectifs climatiques sont non-contraignants et très loin des meilleures données scientifiques à notre disposition
2. Les mesures proposées pour atteindre ces maigres objectifs sont inadéquates, car inefficaces (par exemple : la taxe sur les billets d'avion)
3. Le paradigme du pollueur-payé remplace une application réelle et conséquente du concept de pollueur-payeur
4. Malgré une redistribution partielle en faveur de certaines parties de la population, certaines dispositions de la loi risquent de réduire le pouvoir d'achat des ménages modestes
5. La loi autorise des mécanismes de "compensation carbone" (12.5% du total des 50%)⁴⁸
6. La place financière suisse reste totalement impunie
7. La loi prévoit, de façon à peine dissimulée, le recours massif à des technologies à émissions négatives.

Comment la Grève du Climat devrait-elle se positionner par rapport à une telle loi ? Au sein du mouvement, le point de désaccord et tension est surtout de savoir si la révision de la loi sur le CO₂ constitue une importante première étape vers la réalisation de nos objectifs. Les réformes proposées sont-elles nécessaires et essentielles, malgré leur insuffisance ? Utilisent-elles les bons leviers ? Vont-elles finalement dans la bonne direction ? Ou, au contraire, vont-elles dans une direction opposée ?

Selon nous, les mesures proposées correspondent parfaitement à l'idéologie néolibérale et au mythe du "capitalisme vert" : mettre en place des politiques qui n'auront aucun effet sur les principaux responsables mais impacteront avant tout les catégories sociales les moins émettrices de gaz à effet de serre; créer de nouveaux marchés pour poursuivre la

<https://docs.google.com/document/d/13wn7nO-7VuAijHgMpoZ8zR-iZuqpiynSCgEbHYzLz5dl/edit>

⁴⁸ Pour une critique détaillée de cela, voir : Fragnière Augustin, "Incohérence de la loi sur le CO₂", Le Temps, 25 juin 2020.

destruction de l'environnement et faire reposer la responsabilité de sa dégradation sur les consommateurs.

Ces mesures sont inefficaces et même parfois contre-productives. Elles ne s'attaquent aucunement aux principaux responsables du problème, notamment les grandes entreprises et la finance. Elles nous propulsent tout droit vers un cataclysme climatique. Cette logique et ces mécanismes ont fait leur temps. À ce titre, il n'est pas étonnant que toutes les propositions – à quelques exceptions près et négligeables – soient la traduction du papier de position de l'Assemblée des députés du Parti Libéral Radical (PLR) en juin 2019.⁴⁹

Pour toutes ces raisons, nous pensons que la seule attitude raisonnable pour notre mouvement est de nous opposer publiquement à la loi sur le CO2. Nous considérons en outre que l'outil du référendum se prête bien à la campagne que nous souhaitons mener.

Examinons plus en détails les enjeux stratégiques de notre opposition à la loi :

1. Notre opposition officielle à la Loi sur le CO2 provoquerait un effet de surprise considérable sur une grande partie de la population, des médias, du secteur économique et des forces politiques. S'opposer à la loi sur le CO2 doit constituer un "choc" psychologique auprès d'une grande partie de la population. Grâce à cela, nous pourrions déconstruire plus facilement l'identité de la Grève du Climat auprès des personnes que nous cherchons à viser actuellement, notamment les salariés et les milieux agricoles. L'attention médiatique et la tension politique seront importantes si nous nous engageons ; cela constitue évidemment une opportunité à saisir.
2. Deux camps s'opposent déjà clairement : les milieux économiques et l'Union Démocratique du Centre (UDC), face à l'ensemble du spectre politique du PLR au Vert·e·s (hormis la gauche radicale dont la voix est presque inexistante). Nous ne pouvons laisser la population choisir entre ces deux camps, qui nous entraîneront l'un et l'autre à notre extinction. Nous devons ouvrir une troisième voie, en alliant des critiques constructives et radicales à des actions et revendications sans compromis.
3. En créant un deuxième camp référendaire, nous prendrions une grande partie de la place médiatique dont les milieux économiques (et surtout l'UDC) espèrent profiter pour réaliser leur propagande climato-sceptique, bourgeoise et réactionnaire. Obligatoirement proactivement, nous devons discréditer à chaque occasion la position opportuniste de l'UDC. Ainsi, nous pourrions montrer clairement nos

⁴⁹ Tous les documents relatifs au PLR sont disponibles au lien suivant:

<https://www.plr.ch/actualites/politique-environnementale-liberale>

différences (objectifs climatiques, position sur la démographie, etc.), afin de créer de la discorde au sein de la base populaire de ce parti.

4. Pendant plusieurs mois, nous bénéficierons d'une plateforme médiatique considérable à l'échelle nationale, pour transmettre un sentiment d'urgence, (re)mettre au centre du débat l'expertise des scientifiques, faire la promotion de nos autres modes d'action, voire de nos prochaines échéances (comme la Grève pour l'Avenir en 2021).
5. Avec le référendum, nous aurions un outil d'intervention au sein des différents mouvements et organisations (Grève féministe, syndicats, partis politiques, etc.), pour mener des débats contradictoires qui les forceront à réfléchir activement à leur positionnement concernant la politique climatique. En permettant à un réel débat de prendre forme (certainement complété par des conférences/journées éducatives), nous construirons petit à petit une conscience de classe et d'écologie commune.
6. En bloquant les solutions néolibérales de nos adversaires, nous mettrons directement en échec, par le démocratie directe, les esquisses d'une société insoutenable écologiquement et socialement. Cela nous donnerait la possibilité d'exposer un autre récit, une autre vision, un autre plan (Green New Deal).

Maintenant, nous devons considérer les quatre scénarios possibles découlant de la votation:

- Le plus mauvais scénario serait une victoire référendaire, sans notre participation, des milieux économiques et de l'UDC. Cela équivaldrait symboliquement à un refus populaire de toute législation climatique pour ces prochaines années. Toute personne et organisation défendant la justice climatique serait systématiquement renvoyée au résultat de cette votation, comme si "le peuple" ne voulait pas de politique climatique.
- Un deuxième scénario serait une défaite référendaire, sans notre participation, soit une victoire de la coalition gouvernementale. Selon les résultats, il serait très difficile d'exiger immédiatement des mesures supplémentaires.
- Le troisième scénario serait une défaite référendaire, avec notre participation, soit toujours une victoire de la coalition gouvernementale. Même si nous aurions objectivement "perdu", un tel résultat permettrait de défendre publiquement qu'une partie des personnes qui se sont opposées à cette révision de la loi sur le CO2 l'ont fait car elles désiraient des mesures plus ambitieuses et contraignantes. Toutefois, il ne faut pas surévaluer le poids que cela aurait dans le rapport de force.
- Le dernier scénario serait une victoire référendaire avec notre participation. Cette situation serait particulièrement intéressante, car elle permettrait ensuite de cliver le débat entre celles et ceux (UDC and co.) qui ne désirent aucune législation climatique et celles et ceux (Grève du Climat and co.) qui désirent immédiatement un plan d'action démocratique, écologique et social. Toutes les organisation politiques n'auraient d'autre choix que de soutenir l'un ou l'autre camp, elles seraient donc obligées de se positionner clairement.

Quant aux autorités suisses, si elles ne veulent pas perdre leur crédibilité au niveau international ainsi qu'auprès

d'une grande partie de la population, elles devront réagir au plus vite à une telle crise politique. Les potentialités stratégiques qu'une telle situation ouvrirait sont à considérer sérieusement, car il s'agirait d'une opportunité formidable.

Ces derniers mois, des critiques et craintes légitimes et récurrentes ont été formulées à ce projet. Nous les mettons ici en évidence afin d'y répondre :

- "Nous n'avons ni le temps, ni les forces militantes, ni l'argent pour nous engager dans une telle campagne et récolter près de 50'000 signatures"

→ Ce serait vrai si la Grève du Climat était seule dans cette campagne. Or fort heureusement, plusieurs formations politiques (notamment Solidarités, POP/PST, Décroissances-Alternatives, etc.) ont déjà assuré qu'elles s'engageraient à récolter un grand nombre de signatures à nos côtés. C'est aussi le cas de personnes isolées ou appartenant à d'autres mouvements ou organisations.. La charge à porter pour notre mouvement serait donc tout à fait gérable, et nous pourrions toujours oeuvrer parallèlement sur nos autres projets. Enfin, concernant les frais financiers, nous pouvons réaliser des grandes choses sans y mettre toute nos économies, et si vraiment nous manquons d'argent, nous pourrions réaliser un financement participatif.

- "N'avez-vous pas peur de vous retrouver dans le même camp que l'UDC ? Comment allons-nous faire pour que les personnes ne nous confondent pas ?"

→ Nous serons les premiers à nous opposer à l'UDC. Les personnes sont assez intelligentes pour ne pas confondre deux collectifs diamétralement opposés. De plus, nous devons faire la différence entre les cadres de l'UDC qui mènent une guerre idéologique sur certaines thématiques pour défendre les intérêts de la classe bourgeoise et son électorat composé de personnes issues des différentes classes et dont les intérêts peuvent rapidement diverger de ces dirigeants climato-sceptiques.

- "Nous n'aurons aucune place médiatique face à l'UDC."

→ Malgré l'indéniable puissance médiatique de nos adversaires, nous profiterons d'une exposition très importante dans tous les journaux, émissions du service public, etc. car il est certain qu'une situation aussi surprenante (la Grève du Climat s'opposant à une loi sur le CO2 et faisant un référendum "aux côtés de" l'UDC) intéressera beaucoup les médias. De plus, il n'est pas uniquement question de la quantité d'apparitions, mais de leur qualité, afin de détruire le mythe d'une écologie punitive et inefficace, tout en présentant nos alternatives.

- “Nous serons opposés à certains de nos alliés.”

→ Oui, c’est exact. Nous pouvons momentanément et sur un projet spécifique nous retrouver en minorité pour défendre l’urgence climatique, tandis que d’autres organisations telles que l’Alliance Climatique se retrouvent actuellement coincées par le compromis de cette loi. Choisir une autre option stratégique ne signifie pas entrer en conflit ouvert avec ces organisations. Le plus important est de bien faire comprendre à ces organisations pourquoi nous adoptons cette position, créer les meilleures synergies possibles et, surtout, s’allier ultérieurement sur d’autres objets politiques. Enfin, il faut souligner qu’il peut être très bénéfique pour ces alliés à qui nous serons momentanément “opposés” que nous nous positionnions ainsi (c’est ce que nous affirment informellement certaines de ces personnes lors de longues discussions stratégiques), car en bousculant une situation dans laquelle ils sont coincés (la compromission autour de cette loi), nous pouvons en fait leur ouvrir de nouvelles voies pour atteindre ensemble des objectifs communs.

Ce que nous proposons concrètement :

- Réactivation immédiate des groupes de travail sur la loi sur le CO2 pour mener à bien ce projet. Tâches urgentes : rédaction d’un argumentaire, contact officiel avec les potentielles organisations partenaires, organiser une journée de lancement du comité référendaire à la fin septembre, etc.
- Discuter immédiatement de la responsabilité des différents cantons en terme de quotas de signatures (individuels et collectifs).
- Réaliser une campagne référendaire efficace, innovante et radicale de fin janvier à juin 2021.

En plus de l’initiative visant la place financière portée par l’Alliance climatique, il existe deux autres projets que nous souhaitons soutenir activement sans toutefois les porter nous-mêmes: l’initiative contre les pesticides et le référendum contre l’accord de libre-échange avec l’Indonésie.

Calendrier

Ci-dessous, nous esquissons les principales échéances liées à notre proposition stratégique. Bien évidemment, ce calendrier n’est pas exhaustif.

2020

Tout le long de l’année

- Créations de structures alternatives locales
- Convergences avec nos différents alliés (voir chapitre concerné)

Septembre

- Première réunion nationale de la Grève pour l'Avenir (13 septembre)
- Réunion stratégie de l'Alliance Climatique (14 septembre)
- Debout pour le Changement / Rise Up for Change (20-25 septembre)
- Constitution et lancement du comité référendaire (26 ou 27 septembre)

Octobre

- Début de la deuxième partie du processus de stratégie jusqu'à la 8^{ème} réunion nationale (décembre)
- Depuis début octobre : récolte des signatures et autres activités pour le référendum contre la loi sur le CO2 jusqu'à décembre
- Journée nationale pour constituer ou relancer des comités cantonaux pour la Grève pour l'Avenir en suivant les modèles de Genève, Neuchâtel et Vaud (début/mi octobre)

Novembre

- Finalisation et publication du Plan d'Action Climatique
- Première journée nationale pour les assemblées populaires (climate assemblies) & alternatives (début/mi novembre)
- Contacter Fridays for Future pour leur proposer notre idée de campagne sur le secteur aérien

Décembre

- 8^{ème} réunion nationale pour préciser certains points de la stratégie et l'implémentation d'une nouvelle structure nationale (début décembre)
- Lancement immédiat du processus du Green New Deal
- Dépôt du référendum sur la loi sur le CO2

2021

Janvier

- Manifestations décentralisées pour notre deuxième anniversaire (16 janvier) en lançant la Grève du Climat 2.0 → Nouvelles revendications, Green New Deal (etc.)
- Début de la campagne à l'encontre de la loi sur le CO₂

Février

- Manifestation "Manger est politique" avec Landwirtschaft mit Zukunft/Agriculture du Futur (27 février)
- Début de la campagne contre le traité de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie (Stop à l'huile de palme)

Mars

- Ev. Votation Stop à l'huile de palme (7 mars)
- Week-end d'idéation du Green New Deal – vision et revendications partout en Suisse (14-15 mars)

- Début de campagne pour faire adopter le Green New Deal par toutes les organisations/mouvements (fin mars)

Avril à juin

- 5ème réunion nationale de la Grève pour l'Avenir (avril)
- Annonce de l'initiative sur l'AVS (début/mi-avril) → mobilisation unitaire le 1er mai en revendiquant cette conquête de la grève générale
- Le 21 mai : Grève pour l'Avenir journée nationale d'actions et grèves décentralisée et participatives comme originellement prévue le vendredi 15 mai 2020
- 5 juin : Manifestation en faveur de l'initiative au sujet des pesticides et de l'agriculture en général par AdF/LmZ
- Le dimanche 13 juin : journée de votation sur la loi sur le Co2 et sur l'initiative des pesticides - une journée nationale d'assemblées populaires de manière décentralisée, festive et participative ;
- Le lundi 14 juin, convergence avec la Grève féministe (si elle approuve cette date et l'idée de converger)

Après l'été 2021

- À la rentrée de l'automne 2021 (septembre), une grande réunion nationale de la Grève pour l'Avenir afin de décider de la suite des événements.

6. Structure

Pour une organisation décentralisée, fédéraliste et pluraliste

Nous pensons que la Grève du Climat doit continuer à construire une organisation (1) décentralisée en favorisant une forte autonomie des groupes locaux et régionaux, (2) fédéraliste en renforçant notre coordination et coopération nationale et (3) pluraliste en permettant l'expression apaisée et démocratique d'actions et d'idées plurielles. Pour cela, il sera crucial de reprendre les discussions sur une potentielle nouvelle structure nationale qui avait été engagée quelques mois auparavant, sans succès. Surtout, une prise en compte des directions stratégiques sera nécessaire pour définir une organisation adaptée et flexible à la réalisation de nos objectifs à court, moyen et long terme.

Niveau national

Le niveau national est le niveau abstrait où se déroulent certaines activités et non une structure organisée en soi. Il existe des structures organisées à ce niveau (par exemple la coordination nationale ou des projets nationaux tels que la Feuille du Climat). Le niveau national est une structure organisée au sein de Grève du Climat – Suisse et prend en charge des tâches générales qui ne peuvent pas être mises en oeuvre au niveau régional (par un groupe cantonal et/ou régional), ou des tâches dont la pertinence touche plusieurs cantons ou qui ont lieu en échange avec des structures externes organisées au niveau national. Le niveau national – tout comme un groupe régional – a principalement des qualités exécutives.

Réunions nationales

Les réunions nationales nous permettent de prendre les grandes décisions de la Grève du Climat. Elles ont également pour but de créer des réseaux, d'échanger et de travailler sur des projets ou leur développement. Les réunions nationales sont organisées par l'Orga-team et annoncées suffisamment tôt.

Niveau régional

Le niveau régional est le niveau abstrait où se déroulent certaines activités et non une structure organisée en soi. Il existe parfois des structures organisées à ce niveau (par exemple la coordination romande ou des groupes de travail tels que ceux pour gérer les réseaux sociaux). Le niveau régional peut être une structure organisée au sein de Grève du Climat et prend en charge des tâches générales qui ne peuvent pas être mises en oeuvre au niveau cantonal et/ou national (par un groupe cantonal et/ou national), ou des tâches dont la pertinence touche plusieurs cantons proches ou qui ont lieu en échange avec des structures

externes organisées au niveau régional. Le niveau régional – tout comme un quelconque groupe régional ou national – a principalement des qualités exécutives.

Niveau cantonal

A ce jour, les groupes cantonaux suivants existent au sein de la Grève du Climat : Aargau, Appenzell, Basel, Bern, Bienne, Fribourg, Genève, Glaris, Grison, Jura, Lucerne, Neuchâtel, Obwalden, Olten, Schaffhouse, Solothurn, Saint-Gall, Thoune, Thurgovie, Tessin, Uri, Vaud, Valais, Wintherthur, Zoug et Zürich. Cette liste peut être complétée à tout moment. En effet, à partir du moment où un groupe organisé de la Grève du Climat s'identifie comme un groupe régional, il le devient de facto.

Groupes et/ou espaces non-mixtes

Des groupes et/ou espaces non-mixtes s'organisent au sein de la Grève du Climat. Il est essentiel que de telles structures existent au sein de notre mouvement et leur développement est nécessaire. Ainsi, nous souhaitons réaliser une réflexion approfondie de cette forme d'organisation pour leur donner encore plus de légitimité ainsi que du pouvoir décisionnel ou limitatif dans la prochaine structure nationale de la Grève du Climat. Les régions sont d'ores et déjà encouragées à se saisir de cette question.

Groupes locaux

À la base de la Grève du Climat, on retrouve des groupes locaux qui agissent et s'auto-organisent directement sur leurs lieux de formation et de travail, au sein d'assemblées populaires ou d'associations militantes, de collectifs citoyens ou d'institutions extra-étatiques.

Lieux de formation

Les groupes locaux sur les lieux de formation (école primaire, secondaire et professionnelle, gymnase, université, etc.) sont, à l'origine, la base de la Grève du Climat.

Lieux de travail

La Grève du Climat peut également être composée de groupes locaux sur les lieux de travail. Leur création et développement en collaboration avec les syndicats est au cœur du projet Grève pour l'Avenir.

Structures alternatives

Informellement, des structures alternatives (assemblées populaires, associations, collectifs ou institutions extra-étatiques) viennent compléter et renforcer l'écosystème militant de la Grève du Climat.

Suppression du paragraphe « consensus ? »

Programmes de formation interne

Les grèves des étudiantEXs étaient une première phase indispensable pour rallier les forces dans le processus de changement de système mais nous devons, afin de créer les fondations du monde que l'on souhaite construire, avancer dans la politisation de notre mouvement et de la société de façon plus générale. Pour cela, nous proposons la mise en place des formations adressées aux militantEXs de la Grève du Climat et au-delà.

L'écologie sociale est composée de différents aspects dans de nombreux secteurs tels que l'agriculture, le transport, la finance, la solidarité internationale, les institutions financières internationales... Internet offre une multitude de points de vue et contenus sur ces sujets. Afin d'avancer vers des lignes politiques cohérentes avec notre stratégie, il convient que nous soyons nous-mêmes les artisanNEXs des formations que nous préconisons. Les formations peuvent prendre la forme d'appels, de conférences, de discussions, de chats, de partage d'articles ou de théories, de cafés politiques, de débats et bien d'autres. Le plus grand nombre de personnes possible devrait s'investir, c'est pourquoi nous recommandons d'organiser ces événements principalement au niveau des régions linguistiques.

Le contenu du paragraphe « WG international solidarity » a été inclus dans la section « Des campagnes internationales »

Principes et valeurs

Qu'est-ce qui constitue l'identité de la Grève du Climat ? Subjectivement, ce sont ses valeurs fondamentales, ses principes ou les discours portés par les activistes. Plus objectivement, ce sont ses principales revendications, ses nombreuses actions ou la composition sociologique et politique de ses activistes.

Dans tous les cas, il convient de différencier l'identité interne constituée par les différents niveaux de la Grève du Climat de l'identité externe qui est tactiquement et socialement construite par les contextes culturels, les médias, les acteurRICEs de la politique institutionnelle ou des mouvements sociaux et, surtout, nous-mêmes, consciemment.

Déclaration commune

Pour une meilleure compréhension et une plus grande transparence, nous souhaitons écrire

et diffuser à nos partisanNEs et militantEs une déclaration commune réunissant les valeurs fondamentales, principes et revendications de la Grève du Climat. De nouveaux éléments pourraient être ajoutés comme son modèle d'organisation, une brève historique ou ses moments les plus mémorables. Une telle déclaration serait partagée à toutes les nouvelles personnes souhaitant s'engager au sein de la Grève du Climat en rejoignant ou créant des groupes locaux, régionaux, nationaux et/ou internationaux.

Valeurs fondamentales

Nous souhaitons conserver les valeurs fondamentales de la Grève du Climat : un mouvement fondé sur la démocratie de base, le consensus, la transparence et sans hiérarchie.

Principes et valeurs internes

Nous souhaitons prochainement établir des principes et valeurs à l'interne de la Grève du Climat qui nous définissent plus précisément. Pour cela, nous souhaitons partir de la Charte de Grenoble réalisée par les grévistes de Youth for Climate France. Comme première base, nous proposons les principes et valeurs suivantes : l'accessibilité, l'anticapitalisme, l'antilibéralisme, l'autoformation, l'autogestion et l'horizontalité, la décroissance, la diversité des tactiques, l'équité, l'inclusivité, la science et la solidarité.

Culture interne

Afin de pouvoir atteindre nos objectifs politiques, il est extrêmement important d'améliorer notre culture interne. En tant que mouvement social luttant contre toutes les formes d'oppression, la Grève du Climat doit tout particulièrement veiller à ne pas reproduire des schémas oppressifs et hiérarchiques en son sein. Le mouvement se doit d'être inclusif, démocratique et transparent dans ses processus. En effet, toute personne doit se sentir à l'aise dans sa militance au sein du mouvement.

L'engagement militant étant également très sollicitant physiquement et psychologiquement, nous nous devons de prendre soin les unEs des autres. De plus, chaque personne doit avoir la possibilité de poser ses limites en termes d'énergie et de temps engagés. Ce choix doit être respecté par les autres membres du mouvement.

7. Revendications

Pour être en cohérence avec le changement d'identité et de stratégie, nous proposons également de transformer et préciser les actuelles trois revendications de la Grève du Climat et d'y ajouter deux nouvelles revendications. En acceptant notre proposition, nous ne changerons pas immédiatement de revendications : ceci sera fait seulement après des discussions plus approfondies sur les bases suivantes :

1. Urgences écologiques et points de basculement

Passer de la "déclaration" de l'urgence climatique aux urgences écologiques en mettant en évidence l'enjeu des points de basculement. Il convient toujours d'informer la population avec compétence.

2. Limites planétaires, budget carbone et 1.5°C

Passer de la formulation complexe entourant la neutralité carbone 2030 au respect des limites planétaires. Plus précisément, nous souhaitons maintenir le budget carbone qui nous offre les meilleures chances de ne pas dépasser la frontière des 1.5°C de réchauffement global depuis l'ère préindustrielle. Une première formulation pourrait être : "Pour maintenir le réchauffement global depuis l'ère industrielle en-dessous des 1.5°C, un budget carbone de... est notre meilleure chance d'y parvenir."

3. Assurer l'équité et la justice climatique

En réalité, il s'agit de la deuxième revendication acceptée lors du Summer Meeting de Lausanne. Cette dernière nous permet de prendre en compte la question de la justice sociale sous un autre angle. Ainsi, la justice climatique restera le point central de cette revendication. Pour le moment, toutefois, nous ne souhaitons pas fixer une définition rigide de la justice climatique, car cela reviendrait à légitimer et délégitimer immédiatement certains projets sans permettre à un dialogue ouvert et contradictoire d'avoir lieu.

4. Changeons le système, pas le climat !

Par une telle formulation, nous souhaitons indiquer (1) qu'un changement de système est nécessaire – sans préciser exactement quel nouveau système, nous mettrions en place – et (2) qu'il ne faut pas espérer une transformation des conditions climatiques globales en recourant massivement à des technologies de compensation. En réalité, cette deuxième partie reprend l'ancienne deuxième revendication qui affirmait qu'il fallait atteindre la neutralité carbone en 2030 "sans l'inclusion de technologies de compensation". Par cette quatrième revendication, nous souhaitons indiquer qu'il est, bien évidemment, inconcevable

de recourir massivement à des technologies de compensation (ex. la gestion du rayonnement solaire), mais qu'il convient d'utiliser certaines technologies d'émission négative en respectant notre revendications de la justice climatique et le principe de précaution (voir le document du Plan d'Action Climatique sur les technologies d'émission négative). En raison de divergences sur la question du rôle des technologies à émissions négatives au sein de ce groupe, nous souhaitons ouvrir un débat large sur cette question. Aussi, il convient de considérer si nous désirons ajouter des revendications immédiates, démocratiques ou transitoires dans cette revendication (des centres-villes sans voitures, fin du transport aérien en Europe, la réduction immédiate du temps et des rythmes de travail, revenu de transition écologique, ...).

5. Green New Deal

Comme première étape d'un changement de système, nous souhaitons que des plans d'urgence démocratique, écologique et social soient élaborées et mis en œuvre par la population à toutes les échelles de la société – locale, cantonale et fédérale. Ces programmes de transition seront également développés et implémentés sur nos lieux de formation, travail et vie. Par exemple, les niveaux locaux et régionaux peuvent formuler des revendications pour des villes sans voitures, des villes avec une citoyenneté urbaine, des rassemblements climatiques dans les quartiers, etc.